



JOURNAL DES VOISINS AHUNTSIC-CARTIERVILLE

journaldesvoisins.com

Journal communautaire d'Ahuntsic-Cartierville — Vol. 14, n° 5 — Automne 2025

DOSSIER PARTICIPATION CITOYENNE

10 à 24



NOUVEAU

Des acheteurs cherchent une
propriété comme la vôtre :
Appelez-nous pour savoir combien
ils sont prêts à vous offrir.
514 570-4444



EN MANCHETTE



Vote municipal
Vos candidats à
Ahuntsic-Cartierville **4**



Médias locaux
L'écueil de la
distribution **5**



La parc Ahuntsic
Une histoire
citoyenne **28**

SOMMAIRE

ACTUALITÉS	4
DOSSIER	10
HISTOIRE	28
CULTURE	30
D'ICI ET D'AILLEURS	31
SPORTS	33
NATURE	34
ORNITHOLOGIE	37
PETITS VOISINS	38

Impliquez-vous,  devenez membre !

Impliquez-vous,  annoncez-vous !



Ensemble pour
Maurice-Richard!

HAROUN BOUAZZI
Député de Maurice-Richard

1421 rue Fleury Est, Montréal
Tél. 514 387-6314
haroun.bouazzi.maur@assnat.qc.ca



**Toujours là pour
Ahuntsic-Cartierville**

L'honorable Mélanie Joly
Députée fédérale

514-383-3709
melaniejoly.libparl.ca
melanie.joly@parl.ca
f i t w



AHUNTSIC-CARTIERVILLE
Pour
l'environnement

2 BILLET DE L'ÉDITRICE

Êtes-vous prêt à faire partie d'un grand projet ?



Isabelle **Quentin**

Directrice générale,
Éditrice

**Pour nos 15 ans, nous concoc-
tons à votre intention un très
grand projet apte à élever d'un
pas de géant la qualité de
l'échange citoyen à Ahuntsic-
Cartierville et au-delà de notre
arrondissement.**

Je ne peux vous en dire davantage pour l'instant. Il nous faut d'abord franchir plusieurs étapes, et au cours de la prochaine année, je vous présenterai un à un les pas qui nous mèneront jusqu'à notre grand dessein. Merci de jouer le jeu avec nous.

La refonte de notre site

Le premier pas est celui de la refonte de notre site journaldesvoisins.com, suivie du lancement de son application mobile. Celle-ci est en développement et vous pourrez en profiter dès cet automne.

La lecture de nos articles au quotidien sera plus agréable, et offerte en audio ;

les nouvelles de l'heure seront annoncées en continu, et tout l'attirail de communication entre nous (infolettre, invitations, communiqués) sera grandement amélioré.

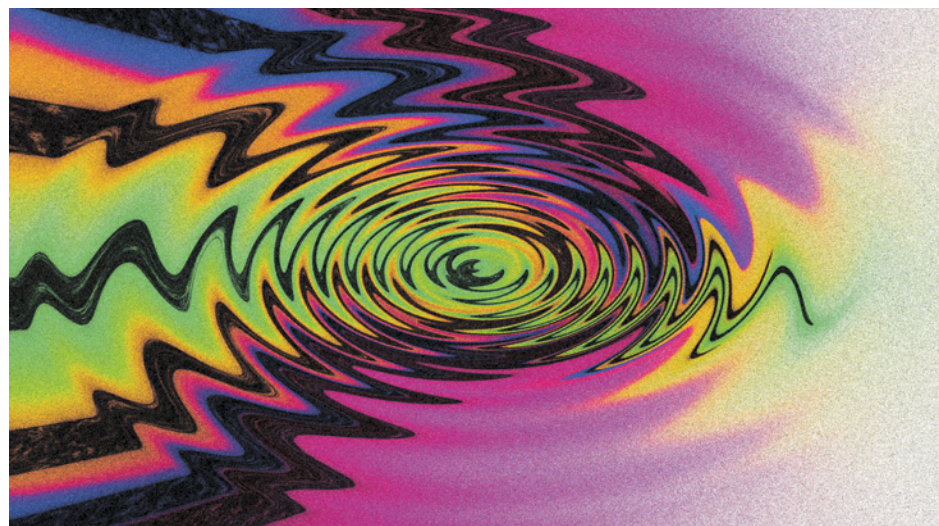
Un meilleur archivage

Après la mise à jour de notre parc informatique et logiciel, nous améliorerons notre archivage. Beaucoup de soin sera enfin apporté à la sécurité de nos archives de production (photos, textes, montages, enregistrements, balados, films) et administratives (comptables, données sensibles, contractuelles, etc.).

Expansion

Nos services de journalisme et d'animation ainsi que nos produits papier et électroniques vous sont, vous le savez, offerts gratuitement. Cela étant, nous devons grandir et nous renforcer financièrement pour bonifier notre offre de services et accroître notre autonomie.

1 Pour cela, nous disposons de trois outils : D'abord, des redevances, une première expérience pour le JDV grâce à l'accord entre le Canada et Google. Comme les auteurs, notre journal reçoit maintenant l'équivalent de droits d'auteur pour ses articles lorsqu'ils sont « réutilisés ». D'autres voies seront initiées en cours d'année.



Expansion. ILLUSTRATION : Logan Voss sur Unsplash

- 2 Augmenter nos ventes publicitaires à travers de nouveaux produits papier et électroniques : publiereportages, balados, vidéos, commandites et plus encore. Aussi nous rapprochons-nous de stratégies médias et d'agences de communication pour mieux faire connaître notre offre.
- 3 Vous en connaissez ? Faites-nous signe ! Accroître le nombre de membres actifs et de donateurs.

Notre campagne annuelle est lancée

Êtes-vous prêt à participer à une stimulante aventure humaine ? À contribuer à un échange de ressources et à un réseau d'entraide grandissant des uns vers les autres ? Réengagez-vous auprès de votre journal et de votre foisonnant quartier.

Vous aviez l'habitude de nous envoyer 100 \$ depuis 2012 ? Suivez l'inflation et voyez si vous pouvez rehausser votre participation en conséquence, soit à hauteur de 140 \$. Merci !

Bienvenue à trois nouveaux administrateurs !

Trois experts de grand talent travaillant dans notre arrondissement se joignent au conseil d'administration du *Journal des voisins* :

- Marie Grenon (philanthropie/information locale) ;
- Pascal Deslauriers (relations publiques/politique) ;
- François Beauregard (génie logiciel/gestion collaborative).

L'équipe du journal est fière de pouvoir compter sur des compétences dont nous avons besoin pour grandir. Du fond du cœur, merci à vous trois !

Vous souhaitez contribuer également à notre expansion ? Votre don de 2500 \$ ou plus vous permettra d'être informé directement de la façon dont il aura été utilisé. Je vous écrirai personnellement.

En ligne :

**Devenez membre ou
renouvelez votre adhésion**



[journaldesvoisins.com/
devenez-membre-du-jdv/](http://journaldesvoisins.com/devenez-membre-du-jdv/)

**Contribuez à
notre expansion**



bit.ly/JDVadhesions?r=qr
Un reçu fiscal sera délivré

MEMBRE Oui ☐ Non ☐

Cotisation : 20 \$

DON Oui ☐ Non ☐

Montant : \$

Prénom * : _____

Nom * : _____ w

Courriel * : _____

Téléphone * : _____

Adresse * : _____

Code postal * : _____

Afficher votre nom sur la liste des donateurs*

Oui ☐ Non ☐

Joindre votre chèque au coupon et envoyer à :

Journaldesvoisins.com, 10294A, Grande Allée, Montréal (QC) H3L 2M1



L'action citoyenne : la démocratie en mode épluchette de blé d'Inde



Amine **Esseghir**

Journaliste IJL

Sans doute fut-il un temps où « agir en citoyen » pouvait se résumer à signer une pétition, probablement sur un coin de table avant de reprendre une troisième part de tarte lors d'une joyeuse kermesse. Aujourd'hui, cela signifie plutôt se retrousser les manches, former des comités, se mobiliser lors d'un conseil d'arrondissement et peut-être même cogner aux portes jusqu'à se faire entendre.

C'est aussi rappeler aux élus – des citoyens choisis par d'autres citoyens – qu'ils ne sont pas seuls à tenir la cité debout. Sans contester les institutions, les citoyens agissants veulent surtout pousser tout le monde à mieux faire son travail.

une démocratie ne vit que par la participation de ceux qui y croient assez pour la faire vivre

L'action citoyenne permet de réinventer le quartier ou la ville, avec des idées, des pinceaux, des balais, un peu de sueur et beaucoup d'imagination. On s'assure que la communauté existe avec des gestes. On nettoie un parc, on déneige son bout de trottoir, on cultive un jardin partagé, ou on provoque simplement la rencontre entre

voisins. Autour d'un barbecue, lors d'une assemblée de cuisine ou une épluchette de blé d'Inde, les gens choisissent la forme de leur mobilisation, petite ou grande, sérieuse ou joyeusement déjantée. Elle est généralement benévole, toujours directe, et on la trouve souvent là où l'administration a omis d'aller.

À Ahuntsic-Cartierville, on a vu de bons et de moins bons coups, mais on a surtout vu à chaque occasion qu'une démocratie ne vit que par la participation de ceux qui y croient assez pour la faire vivre.

L'action citoyenne, c'est parfois aussi simple que cultiver des tomates dans un jardin collectif et en récolter les leçons de patience et de partage. Platon aurait sans

doute rêvé d'une agora entre deux rangs de laitues. En Suède, on a inventé l'écojogging, qui consiste à courir en ramassant les canettes et les sacs de chips sur les trottoirs; je ramasse, donc je suis, et la négligence des uns devient le cardio des autres.

Agir en citoyen, c'est aussi occuper sa place dans la cité quand l'occasion se présente. Le 21 octobre, le *Journal des voisins* organise, à l'occasion des élections municipales, un débat politique avec les candidates à la mairie d'arrondissement des deux principaux partis municipaux. Une chance de les écouter, de poser vos questions et de rappeler que la démocratie, ce n'est pas un spectacle, c'est une contribution active.



Cofondateurs :

PHILIPPE RACHIELE et CHRISTIANE DUPONT

Conseil d'administration :

ANDRÉ VÉRONNEAU, président
MATHIEU DUBORD, trésorier
PIERRE FOISY, secrétaire
LUCIE PILOTE, administratrice
PASCAL DESLAURIERS, administrateur
MARIE GRENON, administratrice
FRANÇOIS BEAUREGARD, administrateur
ISABELLE QUENTIN, éditrice

Équipe :

ISABELLE QUENTIN, éditrice
MARTIN RODRIGUE, conseiller aux ventes
CAROLINA VILLAMEDIANA, adjointe administrative
AMINE ESSEGHIR, journaliste IJL
MARIE-HÉLÈNE PARADIS, journaliste
BENOÎT DOSSEH, journaliste
ÉRIKA LAURENDEAU ECHAVARRIA, stagiaire

Collaborateurs :

ANNE-FRÉDÉRIQUE PRÉAUX
HASSAN LAGHCHA
JACQUES LEBLEU
XAVIER CADIEUX
LUCIE PILOTE
JEAN POITRAS

Production :

YVAN BÉLISLE, graphiste
ÉVELYNE DESHAIES, graphiste
SOLUDOC, révision

Impression :

TRANSCONTINENTAL INC.

Distribution :

CM12000

Dépôt légal :

BNQ ISBN/ISSN 1929-6061

Pour nous contacter :

INFO@JOURNALDESVOISINS.COM
PUPITRE@JOURNALDESVOISINS.COM
514 424-6654

AMECC
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
« COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC »
Tirage certifié

PME
MTL
CENTRE-OUEST

Centre PEFC
Ce produit est issu
de forêts gérées
durablement de
sources contrôlées
PEFC
PEFC01-31-106 www.pefc.org

Québec

Initiative de journalisme local

Financé par le
gouvernement
du Canada

Canada

Nous reconnaissons la contribution
financière de Patrimoine Canada

Vous pouvez afficher le logo
« pas de publicité » (ci-contre) et
vous continuerez de recevoir
votre journal papier.



Photo de la Une : Soirée de jardinage entre voisins.
Photo : Jacques Lebleu / SHAC

Élection municipale du 2 novembre Quels sont vos candidats à Ahuntsic-Cartierville ?



Amine **Esseghir**

Journaliste IJL

Cinq formations politiques proposent des candidats dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

L'administration et l'opposition sortantes ont présenté très tôt leurs prétendantes et prétendants.

Projet Montréal

Avec Carla Beauvais et Anne-Marie Kabongo, Projet Montréal affiche une équipe entièrement féminine dans Ahuntsic-Cartierville, complétée dès la mi-août. Ces deux nouvelles candidates viennent se joindre aux conseillères sortantes, Julie Roy dans Saint-Sulpice et Nathalie Goulet dans Ahuntsic, au sein de la formation menée par Emilie Thuillier, mairesse de l'arrondissement depuis huit ans, qui brigue un troisième mandat.

Carla Beauvais veut le siège du Sault-au-Récollet. Figure reconnue des communautés haïtienne et afrodescendante, elle est cofondatrice de la Fondation Dynastie, qui fait la promotion de la représentation des artistes noirs dans la culture. Résidente de Bordeaux-Cartierville, elle insiste sur son enracinement local et dit avoir été convaincue par Luc Rabouin, chef de Projet Montréal et candidat à la mairie de la Ville, de franchir le pas en politique municipale. Elle aura la mission délicate de conserver un district représenté depuis deux mandats

par Jérôme Normand, qui se retire pour des raisons familiales.

De son côté, Anne-Marie Kabongo se présente dans Bordeaux-Cartierville pour un second affrontement avec Effie Giannou d'Ensemble Montréal. Engagée dans plusieurs organismes communautaires, notamment au Centre culturel et communautaire de Cartierville (4C) et au Conseil local des intervenants communautaires (CLIC) de Bordeaux-Cartierville, Mme Kabongo estime être mieux préparée après une première expérience électorale.

Dans ses promesses phares, Projet Montréal mise sur le renforcement du transport en commun. Localement, Projet Montréal se concentre sur l'habitation, avec la construction du plus grand nombre de logements possible sur le site de l'écoquartier Louvain.

Ensemble Montréal

Le parti mené par Soraya Martinez Ferrada, candidate à la mairie de Montréal, a présenté une équipe complète de candidats pour Ahuntsic-Cartierville dès le 19 septembre.

Trois nouveaux visages rejoignent la cheffe locale, Maude Thérèse-Séguin, candidate à la mairie de l'arrondissement, et Effie Giannou, conseillère sortante de Bordeaux-Cartierville.

Victor Esposito, qui sollicite pour la première fois un mandat électif, part à l'assaut de Saint-Sulpice. Après une décennie à travailler auprès de ministres fédéraux et du premier ministre du Canada, il dit vouloir mettre à profit son parcours tout en restant « ancré dans la communauté ».

Justine Lalande-Church portera les couleurs du parti dans Ahuntsic. Rechercheuse en radio et télévision, mais



Des affiches électorales à l'angle de Fleury et Christophe-Colomb. Photo : Amine Esseghir / JDV

aussi passionnée de musique, elle est déjà active dans l'organisation d'un festival de quartier. Elle rêve de créer un grand événement culturel au parc Ahuntsic.

Joanne Lacombe se présente pour sa part dans le Sault-au-Récollet. Cette native de l'arrondissement, ancienne administratrice de la résidence Notre-Dame-de-la-Merci, promet une campagne de proximité et critique la gestion de Projet Montréal, qu'elle juge déconnectée des citoyens.

Promesse locale particulièrement pointue, M^{mes} Martinez Ferrada et Giannou ont annoncé que le permis payant pour déposer la neige sur le trottoir sera aboli sous leur administration.

Le vote par anticipation

Le vote par anticipation aux élections municipal est prévu le dimanche 26 octobre, de 12 h à 20 h.

Action Montréal

Le parti dirigé par Gilbert Thibodeau, résident d'Ahuntsic-Cartierville, qui se présente à la mairie de Montréal, a aligné une équipe de cinq candidats. Stefan Leblanc se présente comme candidat à la mairie d'Ahuntsic-Cartierville. Alex Douillard est candidat pour le district de Bordeaux-Cartierville. Johanne Bouchard est candidate dans le Sault-au-Récollet. Silvana Cosentino se présente pour Saint-Sulpice. Enfin, Georges Chartier est candidat dans le district d'Ahuntsic.

Transition Montréal

Au moment de mettre sous presse, la formation politique de Craig Sauvé affichait quatre candidats seulement, soit pour les circonscriptions d'Ahuntsic, du Sault-au-Récollet, de Bordeaux-Cartierville et de Saint-Sulpice. Il s'agit respectivement de Anh Khoi Do, Miro Bataille, Marc Shakour et Benoît Lemire.

Futur Montréal

Le parti mené par Jean-François Kacou, également candidat à la mairie de la Ville, propose trois candidats dans l'arrondissement. Raouf Girgis, dans le district de Bordeaux-Cartierville, Basile Nakouzi à Ahuntsic et Carenne Ahiba dans Saint-Sulpice.

 **CLINIQUE DENTAIRE**
Dr Jean-Pierre Tabah

Dr Jean-Pierre Tabah, DMD
514 303-3368 | dentiste@drtabah.com

9150, boul. de l'Acadie, #205, Montréal (Qc) H4N 2T2

Grève à Postes Canada, une tragédie pour les médias communautaires



Benoît **Dosseh**

Journaliste

« C'est une catastrophe », déclare d'emblée Yvan Noé Girouard, directeur général de l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ), face au débrayage du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) annoncé le 25 septembre 2025.

Le déclenchement de la grève nationale à Postes Canada va causer un préjudice qui pourrait s'avérer fatal à la survie des médias écrits communautaires. Plus de 95 % de ces médias assurent en effet leur mission par la voie traditionnelle, à savoir l'édition papier.

Otages d'un bras de fer

« Le courrier et les colis ne seront pas traités ni livrés durant la grève nationale, et certains bureaux de poste seront fermés. Les garanties de service sont suspendues pour les articles déjà dans le réseau postal », indique Postes Canada dans la foulée de l'annonce de la grève.

Des composantes de la société canadienne se retrouvent ainsi en otage, et de nombreux citoyens devront attendre la fin de la grève du STTP pour recevoir leurs colis ou leur courrier, inclusion faite de médias écrits communautaires comme le *Journal des voisins* (JDV), qui se retrouvent malgré eux au cœur de ce bras de fer.

« Nous étions très heureux de l'accord que nous avons conclu avec Postes Canada », précise Isabelle Quentin, directrice du *Journal des voisins*, parce que, pour la première fois, nous pouvions rejoindre tous les citoyens de l'arrondissement. C'est notre mission d'informer les gens d'Achuntsic-Cartierville, mais ça fait déjà trois fois que nous sommes obligés de faire livrer le journal par d'autres groupes, et bien que la dernière entreprise à prendre le relais



La grève en cours à Postes Canada, rue Chabanel. Photo : Benoît Dosseh / JDV

de Postes Canada en situation de grève ait effectué un travail appréciable, elle ne peut faire aussi bien que Postes Canada. »

la grève à Postes Canada prive les locataires d'immeubles de leur journal local

Ces grèves à répétition privent en effet de nombreux résidents d'informations sur leur environnement immédiat, ce qui est en soi une forme de « discrimination », souligne M^{me} Quentin. Ce sont environ 20 000 foyers d'Achuntsic-Cartierville, situés dans de grands immeubles, qui en font les frais, car seuls les agents des services postaux ont une clé spéciale permettant d'ouvrir les boîtes postales de ces complexes d'habitation.

La catastrophe

Plateformes de renforcement du tissu social et d'une démocratie participative, les médias communautaires pourraient

mettre la clé sous le paillason. En effet, cette cessation de service met en péril l'existence, déjà fragile, de l'édition papier des journaux communautaires, des médias dont le modèle économique repose en partie sur leur capacité à entrer dans chaque foyer de la communauté qu'ils desservent.

« C'est une source de grande inquiétude quant à l'avenir de notre journal. Et je sais que nous ne sommes pas le seul journal communautaire pessimiste face à une telle grève, qui pourrait perdurer », écrit, dans une lettre d'humeur, Danielle Goyette, rédactrice en chef au journal *L'écho de Compton*.

Comment intéresser les opérateurs économiques si vous rejoignez, vous, nos lecteurs, relève du casse-tête ? Où trouver le capital nécessaire pour solliciter la prestation d'un livreur privé ?

La légitimité de ces réflexions et questions réside dans le fait que le *Journal des voisins*, comme d'autres médias du même genre, est gratuit. Toutefois, comme aime à le rappeler à juste titre Isabelle Quentin, la gratuité a un prix ! En faisant abstraction du coût de l'impression, la distribution du journal par Postes Canada permet d'économiser des milliers de dollars sur l'année.

Le tarif préférentiel de Postes Canada et l'assurance de rejoindre la quasi-totalité

des adresses dans l'arrondissement contribuaient non seulement à assurer la poursuite de notre mission, mais aussi à attirer les opérateurs économiques. « Les publicitaires comptent sur le nombre de personnes que nous atteignons », précise la directrice du JDV.

La grève à Postes Canada ébranle donc l'écosystème des médias écrits communautaires. « C'est une catastrophe. C'est une catastrophe », insiste Yvan Noé Girouard. J'ai notamment parlé avec le directeur d'*Hebdo Québec*, qui est confronté au refus des partenaires économiques de régler la facture, car le journal n'a pas été distribué. »

L'AMECQ suit l'évolution de la crise existentielle qui sévit à Postes Canada, car elle représente pour elle une épée de Damoclès. « J'espère que le cas d'*Hebdo Québec* ne fera pas boule de neige, car un journal imprimé qui n'est pas distribué constitue une perte », analyse le directeur général de l'association, dont tous les membres se retrouvent au cœur de la tourmente.



Les boîtes aux lettres individuelles : une espèce en voie de disparition.

Photo : Benoît Dosseh / JDV

Julie Pouliot, cœur à cœur avec la cause



Benoît Dosseh

Journaliste

Depuis le mois de juillet, Julie Pouliot est officiellement à la tête de la Fondation de l'Hôpital du Sacré-Cœur. Gestionnaire chevronnée au parcours multidisciplinaire, la nouvelle présidente-directrice générale nous ouvre ses portes.

Résidente de l'arrondissement depuis deux décennies, M^{me} Pouliot est une personne acquise à la cause de la philanthropie. Au fil de sa riche carrière chez Kruger, Énergir, KPMG et Hydro-Québec, elle a défendu une cause sociale, La rue des Femmes, de même qu'une cause éducative, celle du Centre des technologies du gaz naturel, en qualité de présidente du conseil d'administration de ces deux OBNL. Au rang des satisfactions tirées de ces expériences, elle souligne, notamment, la complicité avec la direction et la qualité des relations.

Un choix du cœur

Julie Pouliot a beaucoup sillonné les couloirs des hôpitaux que dessert la fondation : l'Hôpital du Sacré-Cœur, l'Hôpital en

de ses jumeaux le jour de leur premier anniversaire, puis Albert-Prévost et Rivière-des-Prairies en soutien à des proches. «J'ai vraiment eu à apprivoiser tous les lieux que dessert la fondation», confie-t-elle.

Faire le saut pour la Fondation de l'Hôpital du Sacré-Cœur est un choix de cœur, explique la psychologue de formation. Elle le résume ainsi : un mélange de mon quartier et des causes qui me sont chères. «Quand tu fais de la philanthropie ou que tu t'impliques dans un conseil d'administration, si la cause ne t'est pas chère, tu n'es pas à



Julie Pouliot veut faire connaître l'excellence des soins et des services offerts par les hôpitaux de la fondation. Photo : Fondation HSC.

la bonne place. C'est du bénévolat, c'est un don de soi important ; j'estime donc essentiel d'avoir la cause à cœur», souligne-t-elle.

Moi, Crosby ?

Au regard de sa carrière, Julie Pouliot peut être citée comme une grosse pointure. Toutefois, quand on la compare à des sportifs vedettes comme Sidney Crosby ou Lionel Messi, elle laisse échapper un franc rire. Elle ne se considère pas comme un joueur vedette. Si elle réfute cette comparaison sportive trop flatteuse, elle pense tout de même être une bonne capitaine. «Je suis indéniablement quelqu'un qui croit en l'importance de tisser des liens solides avec l'ensemble des joueurs. Je me perçois comme celle qui s'assure qu'il n'y a pas de sable dans l'engrenage, qu'il est bien huilé», résume-t-elle.

Une alliée majeure

La Fondation de l'Hôpital du Sacré-Cœur est une importante alliée pour les trois hôpitaux qu'elle dessert. Son objectif est de contribuer à l'amélioration des soins offerts à la population. En 2024, elle a financé différents projets à hauteur de plus de 4,3 M \$, sans compter ses engagements envers divers projets à venir ni les dons reçus dans le cadre de sa campagne majeure de financement : Transformons des vies ensemble.

Cette campagne vise à récolter 45 M \$ pour la réalisation de 6 projets :

- une unité des blessés médullaires ;
- un centre de cancérologie ;
- un centre intégré de suppléance rénale ;
- un centre de soins en santé mentale ;
- des centres de consultations externes ;
- la recherche et l'intelligence artificielle.

Depuis sa création, en 1976, la fondation a affecté plus de 100 M \$ à l'amélioration, entre autres, des services offerts en santé cardiovasculaire, en imagerie rénale, en santé mentale, en hématologie-oncologie, en obstétrique-gynécologie, en traumatologie, en chirurgie et en orthopédie.

Tous les donateurs sont importants

La somme des affluents fait un grand cours d'eau. Sur cette base, Julie Pouliot accorde de l'importance à tout le monde, à savoir les membres de son équipe de la fondation et, bien sûr, les donateurs. «Le petit donateur est aussi important que le gros. Je ne cherche pas à savoir combien il a donné, et je tiens à le remercier», confie-t-elle.

La Fondation de l'Hôpital du Sacré-Cœur œuvre pour accompagner les trois hôpitaux

dans la réalisation de leurs projets. Elle soutient ainsi les départements de recherche et contribue à la rénovation des infrastructures. «L'objectif est de s'assurer que nos professionnels ont les équipements et les locaux adéquats pour accueillir un patient et le traiter», conclut la nouvelle PDG.

Julie Pouliot est titulaire d'une maîtrise en management (HEC Montréal) et d'un baccalauréat en psychologie (Université de Montréal). Sa nomination au poste de PGD de la fondation s'est faite le 23 juin 2025. Elle a pris ses fonctions après le départ à la retraite de Paul Bergeron le 30 juin dernier.

**je m'assure
qu'il n'y a pas
de sable dans
l'engrenage**

santé mentale Albert-Prévost et l'Hôpital en santé mentale Rivière-des-Prairies. D'abord Sacré-Cœur pour la première crise d'allergie




À votre service !

ANDRÉ A. MORIN
DÉPUTÉ DE L'ACADIE

✉ andre-a.morin.acad@assnat.qc.ca
☎ 514-337-4278
📍 1600, blvd Henri-Bourassa O.
Bureau 540, Montréal (Qc)
H3M 3E2

District Central : Un savoir-faire industriel à faire connaître

Pendant la Seconde Guerre mondiale, des munitions étaient produites par Defence Industries Limited dans le bâtiment Montreal Works du district Central pour ravitailler les Britanniques. Aujourd'hui, l'une des batailles, c'est d'arriver à se nourrir de façon responsable. Dans le même quartier de 3 km² de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, on trouve maintenant entre autres Les Fermes Lufa, avec ses immenses serres de légumes sur les toits, et Opercule, une pisciculture d'omble chevalier avec un système d'élevage en recirculation intensive de l'eau. Chaque époque a ses enjeux, mais une chose demeure : le besoin de produire localement.

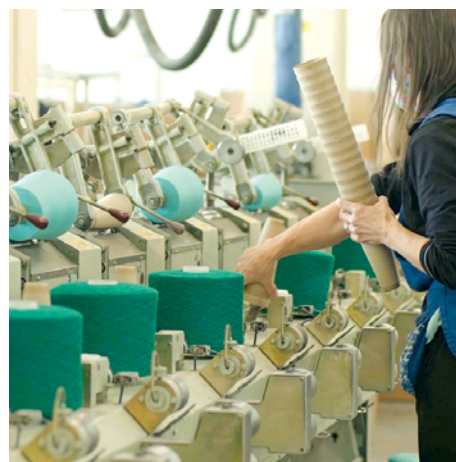
« Nous l'avons bien vu récemment avec l'arrivée des droits de douane américains et pendant la pandémie : avoir les capacités industrielles pour produire les biens dont nous avons besoin renforce considérablement notre autonomie », affirme Hélène Veilleux, directrice générale de la Société de développement commercial (SDC) District Central, qui couvre le territoire allant du boulevard Saint-Laurent à l'autoroute 15, puis de l'autoroute 40 à la rue Sauvé.

D'ailleurs, pendant la COVID, alors que le centre-ville de Montréal, fortement orienté vers les services, voyait sa fréquentation diminuer drastiquement en raison du télétravail généralisé, le district Central continuait de rouler. « Notre taux d'activité était de plus de 70 %, précise-t-elle. Comme nous avons une grande tradition dans l'industrie du textile et des manufactures de vêtements, nous avons rapidement pu produire des masques et des gants. Ces capacités industrielles du quartier sont très importantes, quelle que soit l'époque, et elles doivent être valorisées. »

Profiter d'un écosystème

L'industrie du textile et de la production de vêtements est au cœur de l'histoire du district Central. Il y a une cinquantaine d'années, il attirait un grand nombre d'entreprises dans le domaine, dont le producteur de bobines de fil à coudre Cansew, qui approvisionnait – et qui approvisionne toujours ! – les manufactures de vêtements voisines.

Il y a quelques décennies, une grande partie des manufactures de vêtements ont été délocalisées vers des pays où la main-d'œuvre est bon marché. Mais plus de 600 entreprises de l'industrie sont encore présentes, pour avoir réussi à transformer cette réalité en occasion d'affaires.



Cansew, fabricant de fils à coudre, est installé au 111, rue Chabanel Ouest dans le district Central.
Photo : SDC District Central

« Elles ne se contentent pas de résister, elles s'adaptent, innovent et réaffirment leur pertinence, remarque Hélène Veilleux. Parce que se vêtir demeure un besoin essentiel. Et la culture du textile et de la mode fait partie de l'ADN du district Central. »

Par exemple, les sous-vêtements Yves Martin sont présents dans le quartier depuis plus de 40 ans. La Maison Marie Saint Pierre y est depuis près de 30 ans. Plusieurs profitent de l'écosystème mis en place à l'époque pour fabriquer leurs produits, comme Eliza Faulker, qui s'approvisionne en bobines de fil à coudre auprès de Cansew.

« Les entreprises du secteur nous disent à quel point c'est avantageux de pouvoir s'approvisionner à la porte d'à côté, de pouvoir voir et toucher ce qu'elles achètent, d'avoir la chance de parler avec les dirigeants de l'entreprise des différentes possibilités, affirme Hélène Veilleux. C'est pour cette raison que nous travaillons à faire connaître ces entreprises, à les mettre en lien. C'est en travaillant en collaboration qu'on est plus fort. »



Opercule élève de l'omble chevalier à La Centrale Agricole, au 1401, rue Legendre Ouest dans le district Central. Photo : Charles-Olivier Bourque

Les efforts portent leurs fruits. La SDC District Central, qui compte plus de 2100 entreprises sur son territoire, a vu arriver dans les trois dernières années près de 100 nouveaux membres dans le domaine du design de mode qui peuvent maintenant profiter de cet écosystème.

« Se nourrir, se vêtir et, maintenant, aussi pouvoir développer ses propres capacités dans le domaine des technologies sont des besoins essentiels, ajoute la directrice générale de la SDC District Central. C'est pour cette raison que nous poursuivons notre travail, de sorte que le quartier puisse offrir un environnement intéressant en vue d'attirer et de garder les entreprises, entre autres, de ces secteurs d'activités. »

Une assurance contre la spéculation



Amine **Esseghir**

Journaliste IJL

Le terrain pour la construction de l'écoquartier Louvain appartient officiellement à la FUSEL, une fiducie d'utilité sociale dont les cinq membres ont été officiellement présentés au milieu communautaire d'Ahuntsic le 15 septembre 2025.

Comme l'explique France Émond, directrice générale de la Société de développement Écoquartier Louvain (SDEL), en entrevue avec le *Journal des voisins* (JDV), la Fiducie d'utilité sociale de l'écoquartier Louvain (FUSEL) comporte deux constituants : la SDEL et Solidarité Ahuntsic – la table de concertation du quartier –, qui représente la communauté.

Le terrain a été remis gratuitement par la Ville à cette instance, gardienne de la vocation sociale du site de l'écoquartier Louvain Est. « En cédant ce terrain à la fiducie d'utilité sociale, nous réaffirmons notre engagement à bâtir un quartier où l'abordabilité, l'inclusion et l'écocitoyenneté deviennent des réalités concrètes. Ce projet n'est pas seulement un chantier, il est une promesse tenue envers notre population », a déclaré dans un communiqué Emilie Thuillier, présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal et mairesse de l'arrondissement.

on peut voir cela comme une assurance

L'écoquartier Louvain sera érigé sur un vaste espace de près de 8 hectares, anciennement une cour de voirie détenue par la Ville. Le projet de 800 à 1000 logements,



Le site de l'écoquartier Louvain Est en chantier. Photo : Amine Esseghir / JDV

dont au moins la moitié seront à vocation sociale et communautaire, est développé conjointement par la communauté et l'administration municipale.

Une école, un CPE, un centre communautaire et des commerces, ainsi qu'un hectare réservé à l'agriculture urbaine, sont également prévus.

La Ville a terminé les travaux de décontamination du terrain avant sa cession. Elle

a également octroyé en août un contrat de 2,9 millions \$ à Pronex Excavation pour la réalisation des infrastructures souterraines (aqueducs et égouts notamment).

Des liens à tisser

La fiducie, qui maintiendra les neuf terrains de l'écoquartier hors du marché, collaborera étroitement avec la SDEL, responsable de la gestion des opérations.



Dix ans pour préparer et construire ce vaste projet. Photo : Amine Esseghir / JDV

« À titre de directrice de la SDEL, je vais rendre des comptes à cette fiducie », souligne Mme Émond.

Bien que la périodicité ne soit pas encore fixée, on sait que, plusieurs fois par année, il faudra faire des rapports et des présentations pour savoir où on en est. « La fiducie est un véhicule juridique qui protège la vocation du terrain à perpétuité. Il est aussi important de dire que c'était le véhicule qu'avait choisi la communauté. Elle voulait se doter d'une protection particulière. On peut voir cela comme une assurance », souligne Mme Emond.

Un lot pour bâtir 323 logements a notamment été cédé par la fiducie à un constructeur, la Société du patrimoine Angus résidentiel (SPAR), dans le cadre d'une emphytéose de 70 ans. Le terrain est donné pour une période précise à condition qu'il ne soit utilisé que pour un projet qui répond à la vocation sociale de l'écoquartier.

La SPAR, qui louera aussi les logements, devra adhérer à la charte de l'écoquartier. Celle-ci prévoit, entre autres, la formation des locataires à l'écocitoyenneté et au respect des principes de développement durable appliqués dans l'écoquartier. La fiducie est ainsi garante de ce qui se passe sur le terrain en matière de construction, mais aussi de la préservation du concept social.

Préserver le bien commun

Le fait de détacher l'opérateur du propriétaire du terrain est une forme de gouvernance qui doit rassurer la communauté. « L'OBNL [la SDEL en l'occurrence] peut prendre des risques avec le projet dans son développement, mais pas la fiducie », prévient notre interlocutrice. Autrement dit, si la SDEL a du mal à honorer ses engagements, cela ne mettra pas en péril la vocation sociale du terrain. Avec la fiducie, les terrains sortent de la logique spéculative et la communauté s'assure d'en faire un patrimoine collectif durable.

Les rendez-vous des citoyens sont de retour!

Venez entendre Emilie Thuillier et Maude Théroux-Séguin

Face à face

Les candidates des deux principaux partis
confrontent leurs idées et leurs projets.

21 octobre 2025 — 18 h 45 à 20 h 30

Amphithéâtre du collège Ahuntsic

Le JDV anime la rencontre.

Soyez au rendez-vous
pour y voir plus clair!

Places limitées!

Cet événement est le fruit d'une collaboration avec Solidarité Ahuntsic



JOURNAL DES VOISINS
AHUNTSIC-CARTIERVILLE
journaldesvoisins.com



Inscrivez-vous gratuitement sur Eventbrite à
Rendez-vous citoyens ou balayez ce code QR:



Amphithéâtre du Collège Ahuntsic,
9055 rue St-Hubert, Montréal (bloc C)



Accessibilité totale pour les personnes à mobilité réduite.



Métro Henri-Bourassa et autobus 30 ou 56, direction sud ou
Métro Crémazie et autobus 30, direction nord



Le stationnement du Collège est payant en tout temps ou dans la rue



-XAVIER
CADREUX-

Victoires et revers des engagements citoyens

Amine **Esseghir**

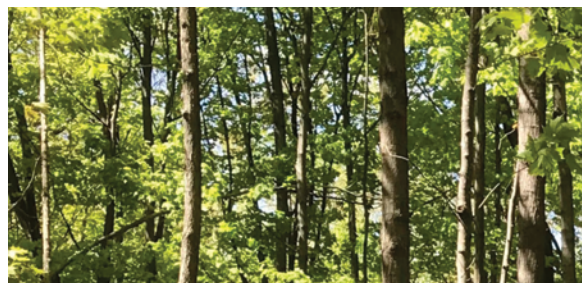
Journaliste IJL

Il y a une histoire de l'engagement citoyen à Ahuntsic-Cartierville. Et, comme toute histoire, elle est jalonnée de succès et d'échecs.

Le JDV a sélectionné sept exemples du passé récent.

Le Bois-de-Saraguay, sauvé de l'oubli et du béton

Aujourd'hui protégé, le parc naturel du Bois-de-Saraguay a bien failli disparaître sous le béton. Témoignage vivant du paysage montréalais à l'époque où Samuel de Champlain s'y est arrêté lors d'un de ses voyages d'exploration, en 1615, ce boisé de 97 hectares a pu échapper au défrichage durant des siècles malgré son emplacement en bordure de terres agricoles exploitées dès le 17^e siècle par les Sulpiciens.



La végétation du Bois-de-Saraguay est identique à ce qu'elle était il y a quatre siècles. Photo : Archives / JDV

En 1977, des résidents découvrent que le terrain est à vendre. Ils forment alors le Comité pour la mise en valeur du Bois-de-Saraguay. Jocelyne Leduc-Gauvin et d'autres voisins s'opposent aux projets de tours d'habitation qui menacent de rares espèces, comme l'érable noir, le chêne bicolore ou le micocoulier.

Le comité mobilise chercheurs, médias et organismes. En 1980, une consultation publique est organisée. L'année

suivante, Québec classe le site «arrondissement naturel». En 1984, il devient parc régional.

Mais la victoire est incomplète. Un projet de mise en valeur promis par les autorités est abandonné, et le bois est fermé au public. En 2009, la mobilisation reprend, et après une décennie de pression citoyenne, les travaux d'aménagement débutent enfin avec un budget de 2,5 millions de dollars. Cela dit, trois sentiers permettant aux marcheurs d'explorer cet espace vert, véritable vestige de la nature montréalaise originelle, avaient déjà été tracés en 2017.

Une promenade qui fait réfléchir

Profitant d'un chantier pour la rénovation du mur de soutènement en amont du barrage Simon-Sicard d'Hydro-Québec sur la rivière des Prairies, huit résidents ont proposé l'aménagement d'une promenade riveraine. Leur projet, la promenade du Sault, aménagée le long des 1,3 km du mur, permettrait l'accès à l'eau.

La compagnie d'électricité avait renforcé trois sections de son infrastructure entre 2018 et 2019. Un enrochement massif, effectué en urgence et sans consultation, avait surpris les riverains, qui ont alors découvert un site fait de pierres grises



Placette au bout de la rue Fort-Lorette. Photo : Archives / JDV

qui bloquait complètement l'accès à l'eau.

De correspondance en consultation publique, de réunions en discussions, l'idée a fait son chemin même si la réalisation de la promenade dans sa totalité demeure encore hypothétique. L'initiative citoyenne a néanmoins permis de réfléchir autrement à des travaux d'infrastructures dans un milieu naturel urbain.

L'aménagement de la promenade du Sault figure dans le programme local de Projet Montréal. Les élus provinciaux et fédéraux ont également apporté leur appui à l'idée.

Hydro-Québec a aménagé une placette au bout de la rue Fort-Lorette, et une première promenade d'un peu plus d'une centaine de mètres permet de déambuler de la placette jusqu'au barrage, derrière l'église de la Visitation.

Un comité pour apaiser la circulation

Le Comité de circulation de Cartierville a été créé en 2009 par une poignée de citoyens qui luttait pour l'apaisement du trafic automobile dans les quartiers résidentiels à proximité des autoroutes 15 et 13.

Ce regroupement informel – qui n'existe plus aujourd'hui – luttait contre la circulation de transit, un problème urgent de sécurité routière pour les résidents de Cartierville. Il se battait aussi pour réduire le trafic sur les rues, devenues des autoroutes. Il formulait des demandes et des requêtes, prenait la parole devant les élus, et rédigeait des cahiers de doléances qu'il adressait à toutes les instances concernées. En répétant inlassablement ces revendications, les actions portaient fruit ou du moins poussaient les autorités à agir.

En 2014, l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville avait consacré un budget global de 64 970 \$ pour la réalisation des diverses mesures d'apaisement de la circulation. En 2015, la dépense globale était en hausse et avait atteint 74 383 \$.



Les mesures d'apaisement de la circulation sont inscrites dans l'action courante de l'arrondissement. Photo : Archives / JDV

En 2017, des ralentisseurs étaient posés sur la rue Jean-Bourdon pour décourager les automobilistes qui voulaient gagner quelques secondes en empruntant les rues résidentielles à proximité des ponts des autoroutes 15 et 13 ainsi que du pont Lachapelle.

Aujourd'hui, l'apaisement de la circulation n'est presque plus une question. C'est devenu une évidence.

Sauver le patrimoine

La mobilisation citoyenne qui s'organise dans le cadre d'une consultation publique réglementaire peut servir à préserver le patrimoine.

Lorsque le propriétaire d'une maison patrimoniale, certes en mauvais état, a décidé de la démolir et de construire une nouvelle demeure plus moderne, il a fait face à la levée de boucliers des citoyens. Ils étaient animés par la volonté de préserver cette perception très particulière que l'on a lorsqu'on se promène dans le vieux village du Sault-au-Récollet.

La Maison du peintre, qui était la demeure du peintre et sculpteur automatiste André Turpin, était vouée à disparaître. Bâtie dans les années 1920, elle était l'une des seules à Montréal à être construite selon le style d'architecture Boomtown. Elle témoignait du début de la période ouvrière sur le boulevard Gouin et à Montréal.

Prêtée à André Turpin par un mécène, elle avait été laissée à l'abandon. Irrécupérable,



La façade de la Maison du peintre aujourd'hui.
Photo : Philippe Rachiele / JDV

elle avait été démolie au début de 2015. Plusieurs débats ont eu lieu alors entre résidents et élus d'Ahuntsic-Cartierville.

Face aux désirs du propriétaire, qui agissait certes de bonne foi, le Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement se rangeait aux arguments des citoyens et recommandait de construire la façade du nouvel édifice à l'identique. Une démarche qui permet de préserver la trame paysagère du quartier.

Les espoirs du site Louvain Est

Il n'y a plus aucun doute : 800 à 1000 logements sociaux et communautaires seront construits sur le site de l'écoquartier Louvain Est.

Aujourd'hui, en cours de développement, le projet est l'aboutissement d'une longue mobilisation communautaire. Depuis 2007, des organismes locaux lorgnaient cette ancienne cour de voirie de la Ville. Lorsqu'en 2009 on annonça la fermeture des services



Le projet Terra Nostra dans l'écoquartier Louvain est tel qu'imaginé par les architectes. Photo : Courtoisie SDA

municipaux et des laboratoires de matériaux installés sur place, la porte était ouverte pour transformer le terrain en nouveau quartier.

Alors que tous les espoirs étaient permis, en 2017, cela a failli ne pas avoir lieu. La Ville de Montréal avait enfin désaffecté la cour de voirie, et l'administration de l'époque du maire Denis Coderre y voyait une opportunité d'investissement – une vente au plus offrant, avec une possibilité de 30 % de logements sociaux. Le milieu communautaire plaidait plutôt pour une coréalisation avec la

Ville et voulait consacrer le terrain à du logement locatif abordable.

En 2019, l'administration de Projet Montréal promettait de jouer un rôle actif dans la planification du développement immobilier projeté avec la mise sur pied du bureau de projet partagé. Le terrain de 7,7 ha a été finalement réservé à un développement immobilier à vocation sociale, et le milieu communautaire participe à l'élaboration du projet. La construction du premier ensemble immobilier de 323 logements par la Société de développement Angus a été lancée cet été.

Une mosquée, mais pas dans ma cour

La petite mosquée de la rue Legendre fait partie de ces épisodes regrettables dans l'histoire contemporaine d'Ahuntsic-Cartierville.

Aménagée discrètement en 2014, dans les locaux d'un vieux restaurant incendié, il fallait, deux ans plus tard, une autorisation d'usage pour la maintenir dans une zone résidentielle. Dès lors, une vive opposition de membres du voisinage s'était manifestée. Des riverains s'étaient mobilisés pour refuser le lieu de culte musulman dans leur quartier.

Les raisons invoquées tenaient aux difficultés de stationnement et aux problèmes de circulation engendrés par la fréquentation de la mosquée.



L'entrée de la petite mosquée sur la rue Legendre.
Photo : Archives / JDV

Pourtant, durant les deux années d'activité de l'établissement, peu de plaintes avaient été formulées à ce sujet.

Le processus réglementaire a abouti à la tenue d'un référendum qui a donné raison aux opposants à la mosquée. À l'époque, le conseiller de Saint-Sulpice, Pierre Desrochers, a souligné que le processus démocratique pour refuser la dérogation s'était déroulé dans les règles de l'art. Il soulignait aussi que le verdict rendu attristait les usagers du lieu de prière, et appelait tout le monde à mieux se connaître pour éviter la polarisation.

Sans doute faute d'une mobilisation citoyenne efficace, les usagers de la mosquée, des immigrants récents peu habitués aux règles de fonctionnement locales, se sont retrouvés seuls devant l'adversité. Finalement, c'est une mosquée qui a été interdite et le vivre-ensemble qui a été brimé.

Le PPU Henri-Bourassa Ouest, ou le couac de l'histoire

Le Plan particulier d'urbanisme (PPU) Henri-Bourassa Ouest, jugé « désuet » dans les documents décisionnels de l'arrondissement, est le fruit d'une grande mobilisation citoyenne. En 2012, un projet de 8 tours de condos totalisant 932 logements sur l'ancien site des garages du

ministère des Transports du Québec (MTQ), près de la prison pour femmes Maison Tanguay, avait suscité une vive opposition. Le Comité pour un développement équilibré d'Ahuntsic Ouest, avec le slogan « stop la démesure », avait réclamé un droit de regard sur le développement du site de plus de 40 000 m².

L'Office de consultation publique de Montréal

(OCPM) a tenu une consultation, et sur les 124 mémoires déposés, seuls 4 étaient favorables au projet. Puis, la fermeture de la prison Tanguay et du Loblaw's, le déménagement éventuel de la SAAQ et la possible désaffectation de la prison de Bordeaux ont élargi le périmètre. Ce qui rendait opportune l'élaboration du PPU. Une fois adopté en 2016, celui-ci limitait les hauteurs, définissait les usages et réservait des espaces pour une école et un parc.

Aujourd'hui, un nouveau projet de tours sur l'ancien site du Loblaw's et la reconstruction de la prison ont effacé le PPU, et la zone est devenue un secteur d'opportunité dans le cadre du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) de la Ville de Montréal.



Le plan du PPU Henri-Bourassa Ouest.
Photo : Courtoisie arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Solidarité Ahuntsic, un mouvement citoyen exemplaire



Marie-Hélène Paradis

Journaliste

Solidarité Ahuntsic et les organismes locataires de l'immeuble situé rue Laverdure ont vécu des moments d'angoisse lorsqu'on leur a demandé, en juin 2024, de quitter les lieux.

Le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) souhaitait récupérer les locaux pour répondre à la demande croissante de programmes de francisation pour les immigrants, et ce, avant l'été 2025.

Cette reprise de possession signifiait pour les organismes une augmentation de loyer de 224 % [voir note], une dette d'arriérés de loyers de 600 000 \$, un bris de services fortement possible ainsi que le devoir de trouver d'autres locaux rapidement.

Reconnus comme étant le tissu social du quartier, les organismes membres sont tout de suite entrés en action afin de trouver une solution. Les citoyens, les bénévoles, les élus et les policiers sont unanimes : il faut que tous ces services soient logés à la même adresse pour assurer une continuité et faire en sorte que les bénéficiaires des services puissent tout trouver au même endroit.

C'est là que le mouvement de solidarité et la participation citoyenne prennent tout leur sens.

Les faits

Pour donner suite à l'avis d'éviction reçu, les membres de la table de concertation ont pris en main la situation et ont demandé des rencontres pour discuter de la situation et voir ce qui pouvait être fait. Un comité de mobilisation s'est alors mis en place avec les représentants de Solidarité Ahuntsic, du Comité logement d'Ahuntsic-Cartierville (CLAC), de Pause famille, du Service de nutrition et d'action communautaire (SNAC) du quartier Ahuntsic, d'Entraide Ahuntsic-Nord et un citoyen, membre du conseil d'administration de Solidarité.

Quatre réunions ont eu lieu pendant lesquelles ont été discutés les différents moyens à mettre en œuvre pour livrer bataille. Ces moyens allaient de la création et de la distribution de pancartes et de dépliants à l'organisation d'un contingent pour se rendre au Palais de Justice.

Le 8 mai, 50 personnes sont venues assister à l'audience et ont rempli la salle en soutien aux organismes. Les citoyens sont restés jusqu'au bout et ont même manqué le retour en bus.

« Les actions sont issues d'un mouvement citoyen qui n'était pas vraiment organisé, mais très efficace. Chacune des publications sur nos réseaux sociaux était repartagée des dizaines de fois, la participation aux rencontres était grande, la fabrication de pancartes et de dépliants attirait chaque fois un bon nombre de citoyens croyant en la vocation des organismes. Cette cause est chère au cœur des citoyens ; c'est ce qui a fait la différence. Il est écrit dans le jugement (voir l'encadré) que le Centre communautaire est le centre de la vie



Des bénévoles préparent des pancartes. Photo : Courtoisie Solidarité Ahuntsic

sociale et le point d'ancrage de la communauté ahuntsicoise », souligne Carole Guenat, responsable des communications à Solidarité Ahuntsic.

Elle ajoute que le moyen le plus efficace a certainement été le « bouche-à-oreille » d'un

noyau dur de citoyens que les organismes connaissent très bien.

Le rôle des élus

Les élus du quartier ont été contactés en vue d'obtenir leur appui, et ils ont répondu à l'appel. La députée fédérale d'Ahuntsic-Cartierville, l'honorable Mélanie Joly, le député de Maurice-Richard, Haroun Bouazzi, le député d'Acadie, André A. Morin, et la mairesse de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, Emilie Thuillier, ont envoyé une lettre conjointe aux quatre ministres concernés par cet enjeu pour demander un délai supplémentaire afin que les organismes du centre communautaire puissent demeurer dans les locaux de la rue Laverdure jusqu'à ce que de nouveaux locaux soient prêts à les accueillir.

Ils ont, chacun à leur manière, essayé d'aider la cause. Mélanie Joly a débloqué un budget de 15 M \$ pour financer le nouvel emplacement. La mairesse d'arrondissement indique pour sa part que le zonage du 9515 Saint-Hubert a été changé pour permettre à l'écoquartier Louvain d'accueillir les organismes.

Le jugement

Le jugement rendu par l'Honorable Eleni Yiannakis de la Cour supérieure le 4 juin 2025 ne constitue pas le jugement final. La demande d'injonction interlocutoire en éviction a été refusée à la suite de l'étude de la prépondérance des inconvénients faite par la Cour. Le jugement n'est qu'un sursis accordé aux deux partis.

La problématique demeure entière, Solidarité doit trouver de nouveaux locaux et le CSSDM doit faire avancer son projet de déménagement qui, pour le moment, n'est pas prêt.

Il restera, dans une prochaine étape, à déterminer la question des arrérages de loyers et à se prononcer sur le bien-fondé du droit du CSSDM à l'éviction demandée.

Au moment du jugement, la déconstruction du site Louvain avait débuté. On prévoit que le nouveau centre communautaire de l'écoquartier Louvain pourrait être habitable en 2028 ou 2030, ce qui apportera une solution en ce qui concerne de nouveaux locaux pour Solidarité Ahuntsic.

Le Tribunal souligne dans le jugement qu'il a été placé dans une situation fort inconfortable en se voyant tenu de soupeser deux missions sociales parfaitement légitimes qui méritent attention. On comprend qu'il ne revient pas au pouvoir judiciaire de s'attribuer la difficile tâche d'identifier un ordre de collocation des priorités sociétales. Le juge souligne aussi le rôle des élus dans la résolution de cette situation.

«Au niveau provincial, on a fait tout ce qu'on pouvait pour faire changer les choses, avec les outils dont nous disposions», affirme

un mouvement
citoyen
efficace

Haroun Bouazzi. Une pétition a été déposée à l'Assemblée nationale, ce qui entraîne automatiquement une séance de travail avec les députés. Il ajoute que lui et ses collègues ont rencontré la Commission scolaire English Montreal pour essayer de trouver des locaux que le CSSDM pourrait utiliser. Ils ont aussi remis en main propre le dossier de Solidarité aux quatre ministres concernés, posé

des questions en chambre, et pris part aux réunions.

«Pour moi, ça fait partie du rôle d'un député que de défendre la cause et les droits des organismes et de donner une voix à ceux qui n'ont pas accès à l'institution qu'est l'Assemblée nationale; c'est le genre de combats qui font partie de ma tâche. Je suis bien heureux d'avoir pu aider la société civile à progresser dans ce dossier», ajoute le député.

Rien n'est encore gagné, mais les troupes sont toujours aussi déterminées à continuer de se battre pour avoir gain de cause.

[Note] Le sujet a fait l'objet de plusieurs articles du JDV. Relire : <https://journaldesvoisins.com/une-solution-a-venir-pour-solidarite-ahuntsic/>



Les citoyens dans le corridor du Palais de Justice le 8 mai dernier.
Photo : Courtoisie Solidarité Ahuntsic

AVIS DE CESSATION
D'EXERCICE

Prenez avis que madame **Anna Altamura** a cessé ses activités professionnelles de psychothérapeute exercées au 911 Jean-Talon est à Montréal le 31 mars 2025. Ses dossiers clients ont été transmis à madame Pauline Bodart, psychologue exerçant à la même adresse et joignable par courriel pbodart.psy@gmail.com

AVIS DE CLÔTURE
D'INVENTAIRE

Prenez avis que **M. Jean-Mathieu Denis**, domicilié au 342-12300, boul. Laurentien, Montréal (Québec) H4K 2Z6, est décédé le 25 février 2024. Un inventaire de ses biens a été dressé conformément à la loi et peut être consulté par les intéressés au 407-10211, rue Meilleur, Montréal (Québec) H3L 3T3.

Madeleine Denis, liquidatrice

Consultez notre programme
et nos réalisations



**PROJET
MONTREAL**
ÉQUIPE LUC RABOUIN

**LE 2 NOVEMBRE,
ON VOTE PROJET MONTREAL
DANS AHUNTSIC-CARTIERVILLE**



NATHALIE GOULET
AHUNTSIC



CARLA BEAUVAIS
SAULT-AU-RECOLLET



EMILIE THUILIER
MAIRESSE



JULIE ROY
SAINT-SULPICE



ANNE-MARIE KABONGO
BORDEAUX-CARTIERVILLE

Carole Leroux, agente officielle

L'action des organismes voués à l'implication de la jeunesse

Benoît **Dosseh**

Journaliste

La participation citoyenne des jeunes de l'arrondissement s'observe à différents échelons de la vie communautaire.

Le Conseil jeunesse d'Ahun-
tsic-Cartierville (CjAC), une instance consultative non partisane dans l'appareil politique de l'arrondissement, ainsi que de nombreux organismes œuvrent pour que la participation citoyenne de la jeunesse ait un impact dans la transformation de l'arrondissement. Ils réussissent, grâce à leur modus operandi, à rassembler les jeunes et à faire attendre leur voix.

La voix officielle

Mis en place en février 2017, le CjAC agit à titre de voix officielle des jeunes auprès de l'organe municipal de l'arrondissement. Il est composé d'une dizaine de membres dont l'âge varie entre 15 et 25 ans qui proviennent des quatre districts – Ahuntsic, Bordeaux-Cartierville, Saint-Sulpice et Sault-au-Récollet – et qui sont consultés pour des enjeux liés aux jeunes.

« Nous avons travaillé ces dernières années à marteler le message qu'un renouveau s'impose dans ce qui est offert aux jeunes. Nous avons remarqué que beaucoup de choses étaient planifiées pour les jeunes, mais qu'elles n'étaient pas adaptées à leurs besoins », commente Audric Twahirwa, président de l'instance.

L'éclairage et la rénovation du terrain de basket du parc Marcellin-Wilson font partie des initiatives résultant de représentations du Conseil jeunesse d'Ahun-
tsic-Cartierville auprès des élus.

Freiner le désintérêt politique

Outre le fait de rapporter les préoccupations concrètes de la jeunesse, le CjAC s'active pour que celle-ci s'implique dans l'arène politique. Pour ce faire, il anime des activités telles que des ateliers sur la



Charlotte, jeune de la CIEC, sondant la population dans le cadre de la consultation sur la murale de la MDJ. Photo : Maison des jeunes de Bordeaux-Cartierville

démocratie municipale dans les écoles et des capsules vidéo explicatives sur l'art de poser des questions au conseil d'arrondissement et sur la participation citoyenne. Le but est de freiner « le désintérêt des jeunes à l'égard du milieu politique et de la vie démocratique dans leur quartier », souligne Audric.

Les membres du CjAC tiennent quatre assemblées ordinaires par année. Ils participent également à différents événements publics, durant lesquels ils communiquent avec les jeunes pour leur expliquer leur mandat, mais aussi pour s'enquérir de leurs préoccupations.

L'implication civique

D'autres entités qui ont pignon sur rue mènent des activités quotidiennes qui influencent profondément le climat social du territoire. En 2008, l'organisme Prévention du crime Ahuntsic-Cartierville (PCAC) a initié le projet Graffiti, qui consiste à embaucher des étudiants durant la période estivale pour former une brigade anti-graffiti.

Cette brigade a pour mission de repérer des graffitis sur le mobilier urbain de l'arrondissement (panneaux de signalisation, poteaux, boîtes électriques, etc.) pour ensuite en effectuer le nettoyage. Selon PCAC, ce projet a permis de recenser 3436 m² de graffiti, soit l'équivalent de la surface du Palais des congrès. La brigade anti-graffiti en a effacé 167 m².

Par l'entremise de sa patrouille à vélo, l'OBNL offre de la documentation sur les règlements en vigueur dans les 80 parcs du territoire. Il dresse également des rapports sur tout ce qui touche le sentiment de sécurité de notre communauté, la lutte contre le graffiti, l'aménagement urbain sécuritaire et le bon voisinage, qu'il répercute auprès des services compétents.

Élection d'Audric Twahirwa à la présidence du CjAC, le 8 juillet 2025.
Photo : Mario Desroches CSSPI

Faire des jeunes de 12 à 17 ans des acteurs impliqués dans leur communauté est aussi la mission de la Maison des jeunes de Bordeaux-Cartierville (MDJ B-C). Dans le cadre du projet de rénovation des murales en cours, financé par l'arrondissement, elle a organisé des consultations citoyennes pour connaître l'opinion des principaux intéressés.

En matière de civisme, elle a tenu une campagne de sensibilisation au harcèlement de rue. Une problématique qui touche la grande majorité de la gent féminine dans son secteur d'intervention, indique Émile Ndikumagege, directeur des services jeunesse. Pour tenter de juguler ce phénomène qui gangrène en silence l'épanouissement des victimes, l'organisme a réalisé un court-métrage d'une vingtaine de minutes qui met ce mal en lumière : *Fiche-moi la paix!!!*

« Nous avons vu des jeunes très impliqués à ce propos, et nous organisons des projets ciblés pour faciliter l'inclusion », explique Michaël Huot, directeur général de la MDJ B-C.



Il existe un programme dans l'arrondissement pour faire enlever les graffitis. Photo : Benoît Dosseh / JDV

Une façon différente de participer



Marie-Hélène **Paradis**

Journaliste

La fête du voisinage de votre quartier – ou le projet de voisinage solidaire planifié par un organisme – est une forme de participation citoyenne de plus en plus populaire.

De plus en plus de fêtes du voisinage voient le jour sur le territoire québécois.

Les événements communautaires organisés par les citoyens qui se rassemblent dans le cadre d'un projet collectif correspondent à un besoin de se reconnecter à l'autre et de partager. Les citoyens sentent le besoin de se rapprocher pour créer des liens afin de rompre l'isolement ou de créer un sentiment d'appartenance.

Les municipalités, quant à elles, veulent attirer ou garder leurs citoyens, et pour ce faire, multiplient les façons de les séduire. Organiser des événements rassembleurs pour les familles ou créer des occasions de partager, de s'entraider et de réunir

les générations est un moyen efficace d'atteindre ce but.

La fête du voisinage

Il s'agit d'un concept français, né à la suite d'un incident malheureux survenu dans un arrondissement de Paris. En 1999, une personne âgée est décédée seule dans son appartement. Cela a pris quelques jours avant qu'un voisin s'en aperçoive. Un élu a par la suite décidé de faire quelque chose pour remédier à ce problème et faire en sorte que ça ne se reproduise plus. La fête des voisins – ou du voisinage – a alors vu le jour et s'est répandue rapidement en Europe.

Le Québec s'est joint au mouvement en 2006 par l'intermédiaire du Réseau québécois de villes et villages en santé (RQVVS). Celui-ci vise à améliorer la qualité de l'environnement physique et social des communautés, et compte 225 municipalités membres.

Le bras organisationnel

Espace MUNI, un OBNL partenaire du RQVVS, met à la disposition des municipalités et des citoyens des outils pour faciliter l'organisation de tels événements.

«Organiser une fête, ça peut être très simple, un BBQ, un 5 à 7 ou un repas-partage dans un parc. Un événement est souvent la bougie d'allumage qui mène à plusieurs autres événements, ça crée une dépendance, explique Alexandra Curodeau, chargée de projet chez Espace MUNI. Pour obtenir nos outils gratuits, il suffit de s'inscrire sur notre site : espacemuni.org. Les inscriptions se tiennent normalement l'hiver. Vous aurez accès à un guide d'organisation, à des fiches pour organiser une fête écoresponsable, à des cartons d'invitation et à des affiches prêtes à imprimer. ».

Témoignages

Les témoignages des participants et organisateurs sont nombreux. En voici quelques-uns.

«Je suis profondément convaincue que c'est en tissant des voisinages connectés, vibrants, accueillants et bienveillants qu'on arrivera à façonner, collectivement, une société plus juste et durable. » — Vanessa Pilon, porte-parole d'une fête du voisinage.

«D'un simple bonjour à des heures de discussions, grâce à la fête du voisinage, nous avons

créé de véritables liens. C'est toujours une grande joie de l'organiser ! »

«C'est notre 5^e édition. Certains voisins ne sortent pas beaucoup, mais on les voit à cette occasion. On rencontre de nouveaux voisins chaque année, on adore ! Et les enfants, de plus en plus nombreux, adorent aussi cette fête où la rue leur appartient (presque !) et où tous les visages du quotidien sont réunis. »

En 2025, plus de 1000 fêtes ont été organisées dans toutes les régions administratives du Québec. Elles ont permis de rejoindre 40 000 citoyens de tous âges et de tous horizons.

Chez nous

Notre arrondissement n'est pas en reste. La fête du voisinage, dans le parc Marcelin-Wilson, a rassemblé de nombreux voisins au mois de juin dernier.

Tout au long de l'année, de nombreux événements sont organisés par les citoyens, les commerçants et les organismes de l'arrondissement dans ses nombreux parcs. Pensons aux activités du mercredi dans le parc Tolhurst ou aux fêtes de la Promenade Fleury, à la fête d'hiver du Parcours Gouin ou aux activités de l'Espace des possibles sur la rue Lajeunesse, événements qui attirent les foules et font en sorte d'inciter les citoyens à partager, à se réunir et à mieux se connaître.



Fête d'hiver au Parcours Gouin. Photo : Philippe Rachiele / JDV



Fête de la famille dans Ahuntsic-Cartierville. Photo : Benoît Dosseh / JDV

La démocratie directe : l'exemple de la Suisse



Benoît Dosseh

Journaliste

La participation citoyenne, aussi appelée démocratie directe, s'observe aux trois niveaux de l'appareil étatique en Suisse, à savoir le fédéral, le cantonal (équivalent de nos provinces) et le municipal.

Elle revêt différentes formes : le référendum obligatoire, le référendum facultatif, l'initiative populaire et les assemblées citoyennes.

Pour en savoir plus, le *Journal des voisins* a échangé avec deux personnes qui ont en point commun l'arrondissement et la Suisse. Il s'agit de la Suisse d'origine Christine Rothmayr Allison, professeure titulaire au département de science politique et directrice de la Maison des affaires publiques et internationales à l'Université de Montréal, résidente d'A Huntsic-Cartierville, et de Georges Fournier, figure importante de l'implantation des organismes communautaires dans Bordeaux-Cartierville, qui vit désormais en Suisse.

Le référendum obligatoire

Il est inscrit dans la constitution et oblige les autorités politiques à demander l'opinion de la population sur des questions de souveraineté, au niveau fédéral.

Au niveau municipal, il s'applique souvent aux dépenses budgétaires. Le montant en cause dépend de la taille de la ville.

Le référendum facultatif

Grâce à cette disposition, les Suisses peuvent s'opposer aux lois et aux traités internationaux que ratifie le Parlement. Pour ce faire, la personne qui s'oppose lance une pétition. Elle a 100 jours pour recueillir 50 000 signatures. Le cas échéant, la population est appelée à se prononcer.

Au niveau municipal, la pétition doit être signée par 1 % ou 5 % de la population, selon la législation des cantons. Le délai imparti pour avoir la signature dépend de chaque commune. Les projets d'aménagement du territoire ou les décisions budgétaires du conseil municipal peuvent donc être contestés par ce moyen.

La voix de la population est souvent entendue avec 75 % de succès.

L'initiative populaire

De ressort individuel, elle est l'apanage du citoyen suisse, qui peut proposer une modification de la constitution fédérale. Il doit pour cela récolter 100 000 signatures en 18 mois.

L'initiative populaire de ressort fédéral vise à examiner les demandes de la population une à quatre fois par année, un dimanche. Chacune de ces consultations regroupe le plus souvent des questions relatives à tous les niveaux de l'État, et ce, par souci de réduction des coûts.

À titre d'exemple, les enjeux qui mobilisent les Suisses au municipal sont la circulation, la vie sociale, la vie culturelle, l'environnement,

les infrastructures et les dépenses. La participation des citoyens à ce niveau varie selon les enjeux. Elle fluctue ainsi entre 30 et 45 %, et peut dépasser 50 % lorsqu'elle est combinée aux autres consultations.

L'assemblée citoyenne

Elle s'observe souvent dans des villes de petite taille (15 000 habitants ou moins). Certaines personnes sont sélectionnées au hasard pour débattre des enjeux, et elles formulent des recommandations appelées à être étudiées. Cette forme de participation citoyenne existe dans quatre communes sur cinq. Elle commence toutefois à être remise en cause, nous indique Christine Rothmayr.

Seuls les citoyens suisses en possession de leur capacité civile participent à ces différents paliers de la démocratie directe. La capacité civile s'obtient sur demande par

Christine Rothmayr Allison, Suisse d'origine.
Photo : courtoisie Christine RothmayrAllison

toute personne âgée de 18 ans ou plus qui n'est pas sous curatelle.

UN ATELIER D'ÉBÉNISTERIE À VOTRE MESURE



Cuisine
Mobiliier intégré
Bureau à domicile
Salle de bain



Depuis 2013, nous réalisons des projets sur mesure pour particuliers, designers et architectes.

Contactez-nous pour vos projets d'ébénisterie à Ahuntsic!

PANACHE
LABO DE BOIS

PANACHELABO.COM
Pascal : 514-554-1764
Soumissions gratuites

RBQ: 5735-0241-01

Les jeunes et le budget participatif



Benoît Dosseh

Journaliste

Dans l'arrondissement, le budget participatif témoigne de la vitalité de la participation citoyenne. Comment se manifeste la participation des jeunes dans ce processus qui permet à la population de choisir des projets qui concourent à l'amélioration du cadre de vie ?

Contrairement au choix des élus, qui est du ressort des citoyens canadiens âgés de 18 ans et plus, l'exercice de budget participatif s'adresse à toute personne âgée de 12 ans et plus résidant sur le territoire d'Ahuntsic-Cartierville, sans restriction aucune.

Budget participatif

Le budget participatif est un mécanisme qui permet à la population, au-delà du cadre traditionnel de consultation, de décider des projets qui pourront concourir à l'amélioration de son milieu de vie. Il s'agit de projets qu'elle a elle-même contribué à mettre de l'avant, et une partie du budget de l'arrondissement est allouée au processus.

Lors des deux premières éditions de cet exercice, le montant affecté à la réalisation des projets choisis était de 250 000 \$. Cette somme a été augmentée de 100 000 \$ lors des deux dernières éditions pour s'établir à 350 000 \$.

Vue d'ensemble

La catégorie dite des « jeunes » en ce qui a trait au budget participatif est celle des personnes dont l'âge varie entre 12 et 34 ans. C'est un bastion qui représente moins de 30 % de la population de l'arrondissement selon le recensement de 2021 de Statistique Canada.

Selon les données de l'arrondissement, le nombre de ces personnes ayant pris part à cet exercice de démocratie directe depuis sa première édition, en 2019, est, en valeur

absolue, en croissance. Mais cette vue d'ensemble cache une participation relative des jeunes. En effet, quand on la compare en pourcentage avec l'ensemble de la population ayant participé au vote du budget participatif, on constate que la première année est celle où les jeunes se sont le mieux mobilisés (Tableau 1).

La participation des jeunes se heurte à l'engouement des personnes âgées. Aussi l'arrondissement a-t-il mis en place une stratégie afin que la jeunesse ne se sente pas exclue.

Intéresser les plus jeunes

Depuis la troisième édition, l'arrondissement collabore avec les maisons des jeunes afin de favoriser l'équité territoriale et l'inclusion des jeunes. Les plus difficiles à rejoindre sont les 12 à 19 ans. Ils représentent environ 10 % de la population d'Ahuntsic-Cartierville, ou 12 000 personnes (Tableau 2).

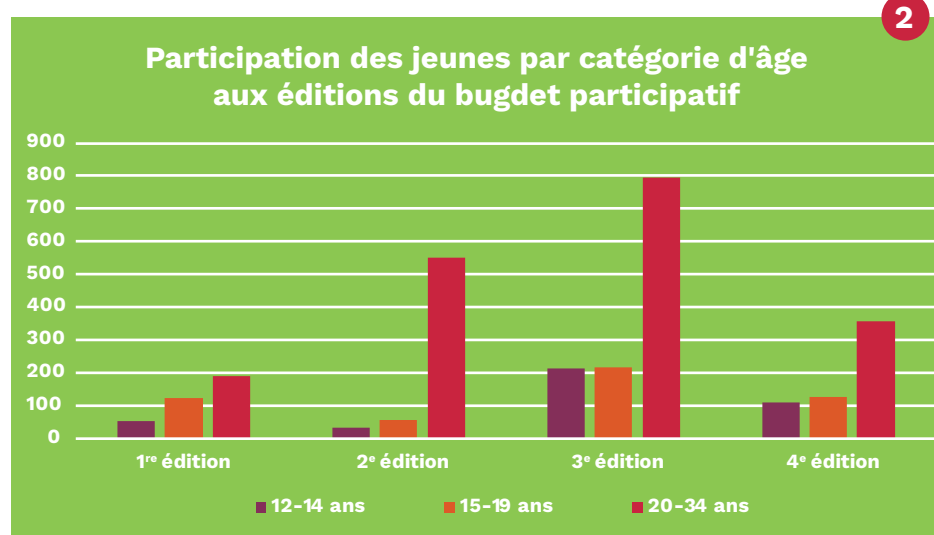
« L'enjeu avec les plus jeunes, c'est qu'ils veulent un résultat immédiat. Ils n'ont pas encore l'habitude de se projeter dans 10 ans, voire dans 5 ans », analyse Émile Ndikumenge, directeur des services

jeunesse de la Maison des jeunes de Bordeaux-Cartierville. L'organisme accompagne ces générations pour leur permettre de devenir des citoyens actifs dans la société.

Des cinq projets retenus lors de la troisième édition, deux sont des projets jeunesse : « Du matériel de sport dans la bibliothèque » et « Les jeunes sont les artistes de demain. » Ainsi se résume la présence des jeunes dans le processus du budget participatif.

Édition	Total de jeunes	Total de participants	Pourcentage de jeunes
1 ^{re} (2019)	369	944	39,088 %
2 ^e (2020-2021)	642	2175	29,517 %
3 ^e (2023-2024)	1226	4754	25,788 %
4 ^e (2024-2025)	593	2555	23,21 %

Nombre total de participants et de jeunes de 12 à 34 ans au vote du budget participatif d'Ahuntsic-Cartierville. Le pourcentage des jeunes participants baisse en valeur relative à chaque édition.



La participation des jeunes lors de la seconde édition a été perturbée par la COVID 19. Ce qui expliquerait en partie la faible présence des 12-19 ans.

Où trouver le JDV ?

Librairie Monet, [2752, rue De Salaberry]
Maison du Pressoir [10865, rue du Pressoir]
Espace des possibles [9269, rue Lajeunesse]
L'Euforie matinale
 [391, boulevard Henri-Bourassa Ouest]
Solidarité Ahuntsic [10780, rue Laverdure]
Maison du Monde [20, rue Chabanel]
Centre culturel et communautaire de Cartierville [12225, rue Grenet]
Café Le Petit Flore [1145, rue Fleury Est]
La bête à pain [114, rue Fleury Ouest]
Café de course • Racer Café
 [2103, boulevard Gouin Est]
Restaurant Les Deux copains
 [2201, rue Fleury Est]
La Petite boulangerie [1412, rue Fleury Est]
Rachelle-Béry [905, rue Fleury Est]
Maison de la culture Ahuntsic
 [10300, rue Lajeunesse]
Place de l'Acadie
 [1600, boulevard Henri-Bourassa Ouest]
ClickSpace [200-1, rue Chabanel Ouest]
Bibliothèque de Cartierville
 [5900, rue De Salaberry]
Bibliothèque Salaberry
 [4180, rue De Salaberry]
Brasserie Brouhaha
 [10 295, avenue Papineau]
TOHU
 [2345, rue Jarry Est]
Mamie Clafoutis
 [5781, boulevard Gouin Ouest]
PDQ poste 27 [1805 Fleury Est]

La participation citoyenne, ici et maintenant



Marie-Hélène Paradis

Journaliste

La participation citoyenne est, sans contredit, un pilier de la démocratie, mais quelle place prend-elle et comment s'articule-t-elle dans notre société ?

Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique de l'ENAP présente la participation citoyenne comme un processus d'engagement obligatoire ou volontaire de personnes, agissant seules ou au sein d'une organisation, en vue d'influer sur une décision portant sur des choix significatifs qui toucheront leur communauté.

Cette définition large implique qu'il existe différentes formes de participation s'exerçant dans des contextes variés.

Les formes de participation citoyenne

« Il est important de distinguer la participation électorale et la participation publique de la participation citoyenne », explique Stéphanie Yates, professeure au département de communication sociale et publique de l'Université du Québec.

une vraie cause pour un apport citoyen pertinent

La définition de la participation citoyenne englobe la participation publique et la participation électorale. Toutefois, ce qu'on entend généralement par participation citoyenne a comme point de départ une prise de conscience de citoyens ou de groupes qui veulent faire avancer ou changer une décision des autorités, ou y prendre part.

La participation électorale est la plus connue et la plus simple pour tous les citoyens de 18 ans et plus au Canada. Selon

Élections Québec, on observe toutefois une baisse générale du taux de participation depuis de nombreuses années.

La participation publique est celle mise de l'avant par les autorités et les institutions publiques. Que l'on parle de commission parlementaire ou de consultation publique, par exemple du Bureau d'audience sur l'environnement créé en 1978, la participation part du haut, des autorités vers les citoyens, mais implique une participation de ceux-ci pour obtenir des résultats viables.

L'évolution

« Dans les études, on fait référence à un tournant participatif qui serait apparu au début des années 2000 au Québec, et qui serait caractérisé par une volonté et même une attente de la part des citoyens parallèlement à l'avènement du concept d'acceptabilité sociale. Ce tournant marque une participation publique accrue, donc une ouverture de la démocratie représentative vers une certaine démocratie participative, ajoute M^{me} Yates. L'idée n'est pas de remplacer la démocratie représentative par une démocratie directe ou participative, mais plutôt de savoir reconnaître les moments où il est pertinent d'ouvrir la porte à la participation. Consulter tout le temps peut mener à une certaine fatigue participative. »

L'efficacité

La participation citoyenne démontre que nos processus démocratiques fonctionnent. La pression citoyenne a son effet sur les décisions publiques pourvu que le message soit bien cadré autour de l'intérêt public, explique Stéphanie. Elle ajoute que, selon le professeur Andrew S. McFarland de l'Université de l'Illinois à Chicago, 25 % des décisions politiques aux États-Unis seraient attribuables aux mouvements sociaux.

« Il y a des règles à suivre pour que ces exercices participatifs soient légitimes, précise l'experte. Il faut tout d'abord prendre une vraie cause pour obtenir un apport citoyen pertinent, et éviter d'agir

seulement pour se dédouaner. Ça peut être difficile à gérer si ce n'est pas fait dans les règles de l'art. Ce que je vois souvent passer, ce sont des consultations en ligne comme celle lancée par le gouvernement en plein été sur la transition énergétique où, comme citoyen, on pouvait donner son opinion et retourner dans l'heure suivante ou le lendemain donner une autre fois son opinion. »

La professeure ajoute qu'il y a vraiment une plus-value pour le décideur public si le savoir issu de la connaissance intime du terrain ou de la situation (savoir expérientiel) est représentatif d'une population donnée et si une reddition de compte est faite par le décideur public. Une consultation peut faire gagner du temps aux élus, mais aussi éviter de se positionner. On se doit d'utiliser ces mécanismes avec parcimonie dans la mesure où l'on sent que la population a vraiment un apport important à faire, que le point de vue citoyen va permettre de faire évoluer la situation.

une participation publique accrue

Les médias sociaux ont amené une nouvelle façon de consulter les citoyens. « On a porté beaucoup d'espoir là-dessus, notamment au début des années 2000 avec



Stéphanie Yates, professeure au département de communication sociale et publique de l'Université du Québec à Montréal. Photo : Courtoisie Stéphanie Yates

la campagne présidentielle d'Obama, indique notre interlocutrice. Les médias sociaux ont été clés pour mobiliser les jeunes, mais ils ont par la suite été discrédités parce que mis de l'avant par des groupes plus polarisants. Des études montrent que l'activisme en ligne est considéré comme « paresseux », car il suffit de cliquer sur un lien pour ajouter son nom à une pétition. Ce n'est pas comme apposer sa signature ou descendre dans la rue. Le cyberactivisme (*slacktivism*) peut néanmoins enclencher un processus par lequel une personne va devenir plus politisée et avoir envie de se mobiliser de nouveau et peut-être même davantage. »

Stéphanie Yates ajoute enfin que le travail des journalistes sur les enjeux locaux peut être le point de départ de consultations citoyennes efficaces incluant une discussion collective où chaque citoyen et groupe peut être écouté.

Avocat
Litige civil et commercial
Maître Jérôme Dupont-Rachiele
LL.B., Juris doctor

Disponible pour rencontres dans Ahuntsic-Cartierville, sur rendez-vous

1080, Côte du Beaver Hall,
Bureau 1610
Montréal (Québec) H2Z 1S8

Téléphone : 514 861-1110
Télécopieur : 514 861-1310
jdupontrachiele@hiermagne.com

CAHIER SPÉCIAL

IMMOBILIER

 **CHRISTINE GAUTHIER**
IMMOBILIER



Nous voilà déjà rendus à l'automne, quand le temps devient plus gris, plus morose, l'immobilier de son côté se réveille et reprend vie. Contrairement aux mois un peu plus tranquilles de la période des vacances estivales où la revente de propriété est généralement moins active, l'automne est toujours une saison où le marché bouge beaucoup.

Il y a plusieurs raisons, entre autres le désir de vouloir déménager avant la neige, de devoir annoncer avant le 1er janvier des reprises ou départs de logements, pour des fins fiscales et d'imposition.

Bref, en automne nous ne chômons pas. Cette année en particulier, le marché est en plein changement avec beaucoup de nouveautés. Nous avons l'entrée en vigueur de l'application de la nouvelle loi sur la copropriété, une diminution du taux directeur de la Banque du Canada, le nouveau rôle de l'évaluation municipale et beaucoup de mouvements au niveau économique.

Sur le terrain nous constatons un fort rebond du nombre de transactions. Le marché d'Ahuntsic dans les derniers mois a moins bien fait que l'ensemble de l'île de Montréal pour le volume de vente. En effet, alors que le marché de Montréal enregistre des records de volume à la hausse entre 2024 et 2025 pour chacun des 3 derniers mois, le marché d'Ahuntsic a enregistré 2 mois sur trois un volume inférieur en 2025 par rapport à 2024. Lorsqu'il y a un décalage entre le nombre de transactions dans le quartier versus le reste de l'île, nous avons pratiquement toujours un fort rebond de transactions. C'est ce que nous consta-

tons pour septembre et nous croyons que cela va continuer en octobre, novembre et décembre.

Pour les vendeurs, c'est un excellent temps pour entrer dans le marché et mettre votre propriété à vendre et ainsi profiter de cet excellent marché.

Ahuntsic en chiffres**

Prix médian

	Unifamiliale	Condo	Plex
2024	867 741 \$	421 166 \$	837 916 \$
2025	756 916 \$	424 083 \$	915 916 \$

Délais de vente moyen

	37 jours	30 jours	50 jours
2024	37 jours	30 jours	50 jours
2025	22 jours	21 jours	30 jours

Négociation moyenne de prix entre le prix affiché et le prix vendu

	2 %	1,5 %	3 %
2024	2 %	1,5 %	3 %
2025	2,3 %	2,3 %	2,2 %

Nombre de mois d'inventaire de propriété sur le marché actuel

	4 mois	3,6 mois	4 mois
2025	4 mois	3,6 mois	4 mois



Taux d'intérêt

La Banque du Canada a annoncé en septembre une réduction de 0,25 % du taux directeur pour le positionner à 2,5 %, il s'agit de la première baisse de taux depuis mars. Selon plusieurs économistes, nous pouvons nous attendre à une autre baisse de taux de 0,25 %

d'ici la fin de l'année. Il est important de rappeler qu'à pareille date l'an passé le taux était de 4,25 %. Nous sommes donc dans un tout autre marché, qui favorise beaucoup plus la demande.

Dans la décision de réduire le taux directeur, 2 éléments clés sont à noter :

Le contrôle de l'inflation : L'indice des prix à la consommation (IPC) est demeuré stable depuis plusieurs mois. Au mois d'août, le taux était de 1,9 % d'augmentation sur un an. La Banque du Canada a établi une fourchette cible de 1 % à 3 %. Ce que ça veut dire c'est que présentement le coût de la vie augmente à un rythme normal et dans la fourchette optimale en croissance économique et montée des prix. Ce qui donne de la flexibilité à la Banque du Canada.

Ralentissement économique : L'économie canadienne va de moins en moins bien, les tarifs dont nous entendons parler grandement ont contribué au sentiment d'incertitude et mis une pression sur les dépenses des consommateurs et des entreprises. Nous nous retrouvons donc avec une économie en légère contraction au 2e trimestre et un taux de chômage à la hausse. Ce qui donne un signal fort à la Banque du Canada d'agir pour soutenir l'économie.

Concrètement pour les propriétaires qui devront bientôt renouveler leur hypothèque, cela est une bonne nouvelle, puisque vous pourrez profiter de meilleures conditions. Pour les acheteurs aussi, chaque baisse de taux permet de réduire le coût de financement et d'éponger une partie des hausses de prix de l'immobilier.

Taux hypothécaires*

Voici les taux disponibles au moment d'écrire ces lignes, le taux affiché est le taux standard offert sans négociations ou sans magasiner son taux. Les taux négociés sont les meilleurs taux affichés en ligne.

Année	Affiché	Négocié
1 an	6,09 %	4,94 %
2 ans	5,79 %	4,44 %
3 ans	5,99 %	3,69 %
4 ans	6,04 %	4,24 %
5 ans fixe	6,09 %	3,94 %
5 ans variable	4,70 %	3,70 %

Vous pensez renouveler votre hypothèque ou vous aimeriez acheter et obtenir les meilleurs taux, nous possédons un réseau de courtiers hypothécaires prêts à vous aider à obtenir les meilleurs taux.

Contactez-nous pour obtenir des références d'experts de l'hypothèque

*Selon les taux consultés le 25 septembre 2025 sur les sites des grandes banques canadiennes et des courtiers hypothécaires majeurs, ainsi que différents agrégateurs de taux d'intérêt. Aucune garantie de taux, les taux varient quotidiennement. Nous ne sommes pas représentants hypothécaires, il s'agit d'informations à titre informatif. **Basé sur les données de l'APCIQ, pour la période se terminant au 31 août 2025, selon une moyenne mobile de 6 mois.



CHRISTINE GAUTHIER
IMMOBILIER

CAHIER SPÉCIAL À CONSERVER

Christine Gauthier inc. Société par action d'un courtier immobilier. Christine Gauthier Immobilier, agence immobilière.

514 570-4444

christinegauthier.com





Par Mathieu Lagarde,
courtier immobilier résidentiel

Loi 16: Le règlement est maintenant en vigueur Ce que les vendeurs de condos doivent savoir

Le 14 août 2025 marque un tournant décisif pour les copropriétés québécoises. Après des années d'attente, le règlement d'application de la Loi 16 est officiellement entré en vigueur, transformant concrètement les règles du jeu pour tous les propriétaires de condos. Si vous songez à vendre, cette date change la donne.

Un règlement enfin adopté après six ans d'attente

Rappelons les faits: la Loi 16 a été adoptée en décembre 2019, avec une entrée en vigueur partielle en janvier 2020. Mais plusieurs dispositions cruciales restaient en suspens, attendant un règlement d'application pour préciser les modalités. Ce règlement tant attendu a finalement été adopté le 30 juillet 2025, pour une entrée en vigueur le 14 août 2025.

Cette longue période de transition a créé une zone grise où plusieurs syndicats ont procrastiné, espérant des clarifications. Cette attente est maintenant terminée. Les règles sont claires, les professionnels habilités sont identifiés, et les délais de conformité sont fixés.

Les trois obligations maintenant pleinement en vigueur

Depuis le 14 août 2025, trois documents deviennent incontournables dans toute transaction de condo:

L'attestation sur l'état de la copropriété

té - C'est LA nouveauté immédiate. Dès qu'une promesse d'achat est acceptée, le syndicat dispose de 15 jours pour fournir cette attestation détaillée. Elle doit inclure l'état du fonds de prévoyance, les contributions des trois dernières années, le budget prévisionnel, les polices d'assurance, et un sommaire des inspections, sinistres et litiges des cinq dernières années. Pas d'attestation dans les délais? L'acheteur pourrait se retirer ou négocier à la baisse.

Le carnet d'entretien - Document compilant l'inventaire des parties communes, la planification des travaux sur 25 ans et l'historique des interventions. Il doit être établi par un membre de l'Ordre des ingénieurs, des architectes, des technologues professionnels ou des évaluateurs agréés.

L'étude du fonds de prévoyance - Analyse professionnelle des besoins financiers pour les réparations majeures et remplacements sur 25 ans, réalisée par les mêmes professionnels que le carnet d'entretien, avec l'ajout possible des CPA.

Le délai de grâce: jusqu'au 14 août 2028

Voici le point crucial pour les vendeurs actuels: les syndicats existants ont trois ans, jusqu'au 14 août 2028, pour obtenir leur carnet d'entretien et leur étude du fonds de prévoyance conformes. Cette période de transition crée deux catégories de copropriétés sur le marché.

D'un côté, les syndicats proactifs qui ont devancé l'échéance. Le règlement reconnaît les études réalisées entre le 14 août 2023 et le 14 août 2025 par des professionnels qualifiés. Ces copropriétés détiennent maintenant un avantage concurrentiel majeur: elles peuvent démontrer leur conformité et rassurer immédiatement les acheteurs.

De l'autre, les syndicats en rattrapage qui utilisent le délai de trois ans. Pour les vendeurs dans ces immeubles, la situation est plus délicate.

Les acheteurs avertis poseront des questions sur l'état d'avancement de la mise en conformité. L'absence de ces documents pourrait devenir un point de négociation, surtout si l'acheteur compare avec d'autres condos déjà conformes.

L'impact immédiat sur les transactions

Pour les vendeurs d'octobre 2025, l'attestation obligatoire change déjà la dynamique. Le délai de 15 jours peut sembler court, mais il protège l'acheteur tout en évitant de prolonger indûment la transaction. Les syndicats bien organisés préparent déjà des attestations "prêtes à l'emploi", mises à jour régulièrement.

Les vendeurs doivent maintenant intégrer cette réalité dans leur stratégie. Avant même de mettre en vente, vérifiez avec votre syndicat sa capacité à produire rapidement l'attestation. Un syndicat qui tarde ou qui produit une attestation révélant des lacunes importantes pourrait compromettre votre vente.

Chez **Christine Gauthier Immobilier**, nous savons que ces nouvelles règles peuvent sembler complexes. C'est pourquoi nous accompagnons nos clients vendeurs de copropriétés pour:

- vérifier la conformité des documents,
- présenter clairement les obligations de la Loi 16 aux acheteurs,
- mettre en valeur la gestion rigoureuse de l'immeuble afin de maximiser le prix de vente.

Le nouveau rôle foncier 2026-2028: ce que les propriétaires doivent savoir

Tous les trois ans, c'est le même rituel: la publication du nouveau rôle d'évaluation foncière provoque son lot de réactions. Certains propriétaires se

réjouissent, d'autres s'inquiètent, plusieurs contestent. Le rôle foncier, dévoilé à Montréal le **10 septembre 2025**, fixe la valeur de référence de plus de **500 000 propriétés** pour la période **2026-2028**.

Une hausse plus modérée que par le passé

Au rôle précédent, déposé en 2022, les hausses avaient été spectaculaires: +35,5 % en moyenne pour l'ensemble des propriétés de l'agglomération, reflétant encore l'effet post-pandémie. Cette fois, l'ajustement est plus modeste.

- Pour l'ensemble de l'agglomération de Montréal, la valeur moyenne des immeubles grimpe de **12,2 %**.
- Sur l'île de Montréal, la hausse atteint **12,6 %**.
- Dans le résidentiel, on parle d'une progression de **9,8 %** en moyenne, avec des condos évalués à **549 600 \$** et des maisons unifamiliales à **927 300 \$**.
- Les immeubles non résidentiels affichent des hausses plus marquées (**+19,4 %**), notamment dans le secteur industriel (**+39 %**).

Ces chiffres contrastent fortement avec ceux de 2023-2025, où la flambée des valeurs avait atteint **32,4 %**.

Comment l'évaluation est-elle calculée?

Un mythe persistant veut que les villes gonflent les valeurs pour générer plus de revenus. En réalité, la méthodologie est stricte et encadrée.

- L'évaluation foncière correspond à la **valeur marchande au 1er juillet 2024**, et non pas au prix actuel.
- Les évaluateurs se basent principalement sur les transactions réelles. Pour ce rôle, environ **24 000 ventes** ont été analysées par une équipe de 180 personnes.
- Les ventes jugées « hors normes » font l'objet d'enquêtes et de visites de terrain pour mieux comprendre ce qui explique un prix élevé ou inhabituel.

Près de **15 000 enquêtes** sont ainsi menées à chaque cycle, incluant des visites de propriétés.

Plusieurs acheteurs
cherchent une propriété comme la vôtre!
Appelez-nous pour savoir combien ils sont prêts à vous offrir.

 **CHRISTINE GAUTHIER**
IMMOBILIER

CAHIER SPÉCIAL À CONSERVER

Christine Gauthier inc. Société par action d'un courtier immobilier. Christine Gauthier Immobilier, agence immobilière.

514 570-4444
christinegauthier.com



Valeur foncière ≠ compte de taxes

C'est une nuance essentielle: une hausse d'évaluation ne signifie pas automatiquement une hausse équivalente de taxes municipales.

- La valeur foncière sert de **base de calcul**.
- Le taux de taxation, fixé par chaque municipalité à l'automne, peut venir atténuer ou compenser cette hausse.
- Si la valeur de votre propriété a augmenté **moins que la moyenne**, votre compte de taxes pourrait même diminuer.

En somme, inutile de tirer de conclusions hâtives avant la réception du compte de taxes officiel.

Conclusion

Le rôle foncier 2026-2028 reflète un marché plus stable, après des années de fortes fluctuations. Avec une hausse moyenne d'environ **12 %**, les ajustements sont importants, mais moins brutaux qu'en 2022.

Pour les propriétaires, la meilleure stratégie reste la même: **ne pas se fier uniquement à l'évaluation municipale**, mais obtenir une analyse complète de la valeur marchande. C'est la seule façon de savoir combien vaut réellement votre propriété aujourd'hui.

Vous voulez connaître la vraie valeur marchande de votre maison ou condo à Ahuntsic ?

Contactez-nous dès aujourd'hui pour une évaluation gratuite et personnalisée.

Votre check-list automne 2025 : 10 points à vérifier avant de vendre

Les 10 points essentiels



- Évaluer la valeur marchande réelle. Ne vous fiez pas uniquement au rôle foncier 2026-2028 ou aux estimations en ligne. Demandez une analyse complète du marché actuel.



- Vérifier votre situation hypothécaire. Informez-vous sur votre solde, vos pénalités de remboursement anticipé et l'impact de la baisse récente des taux.



- Préparer les documents obligatoires. Si vous êtes en copropriété, assurez-vous d'avoir l'attestation du syndicat (Loi 16 en vigueur depuis le 14 août 2025).



- Faire un tour complet de la maison. Inspectez toiture, fenêtres, plomberie, électricité: mieux vaut corriger les petits problèmes avant la mise en marché.



- Mettre en valeur vos rénovations. Conservez factures, garanties et photos. Ces preuves rassurent les acheteurs et justifient le prix demandé.



- Désencombrer et neutraliser. Une maison épurée paraît plus grande, plus lumineuse et attire plus d'acheteurs.



- Penser aux photos et à la mise en marché. L'automne offre de belles couleurs naturelles: profitez-en pour des photos extérieures avant l'hiver.



- Prévoir les coûts de vente. Frais de notaire, certificat de localisation, réparations mineures, déménagement: anticipez pour éviter les surprises.



- Planifier votre relogement. Ne vendez pas sans avoir réfléchi à votre prochaine étape: achat, location, ou transition temporaire.



- Choisir le bon moment pour vendre. Le marché est encore favorable aux vendeurs cet automne, mais l'offre pourrait augmenter au printemps. Agir tôt vous donne un avantage.

Échéancier d'une mise en marché efficace

Jour 1-2 : Évaluation et Documentation

- Contactez votre courtier pour une **évaluation précise de la valeur marchande**.
- Rassemblez vos documents : certificat de localisation, factures de rénovations, et pour les copropriétaires, **attestation du syndicat (Loi 16 depuis août 2025)**.
- Signer le contrat de courtage et remplir la déclaration du vendeur

Jour 3-5 : Préparation

- Faites les **petits travaux rapides**: peinture, réparations mineures, entretien extérieur.
- Désencombrez** et organisez les pièces pour mettre en valeur l'espace.
- Préparez vos preuves de rénovations (garanties, photos avant-après).

Jour 6-7 : Mise en valeur

- Séance photo et/ou vidéo professionnelle (profiter de la lumière naturelle).
- Finalisez la stratégie de mise en marché (portails web, réseaux sociaux, cahier local).

Jour 8-10 : Mise en marché

- Mise en ligne de l'annonce et diffusion du matériel promotionnel.
- Organisation des premières visites ciblées.

Jour 11-13 : Suivi actif

- Ajustez au besoin selon les retours des premiers acheteurs.
- Répondre aux questions des acheteurs potentiels.

Jour 14 : Objectif offres

- Deux semaines après la préparation, votre propriété est en pleine visibilité.
- Négociation des premières offres avec votre courtier.

Conseil de pro

En seulement **14 jours**, une préparation structurée permet de maximiser la valeur de votre propriété et de séduire les acheteurs sérieux dès les premières visites.

Contactez notre équipe pour obtenir votre plan personnalisé sur 2 semaines et vendre au meilleur prix.

Nous les avons aidés

25 ans d'expérience pour relever vos défis immobiliers

Cas #1: Maison avec potentiel - Le défi de Sophie

Sophie désirait quitter la ville pour s'installer dans les Cantons-de-l'Est. Elle a fait le grand saut en achetant sa nouvelle propriété **sans condition de vente** de sa maison actuelle. Une fois son offre d'achat acceptée, il lui fallait vendre rapidement sa propriété d'Ahuntsic aux meilleures conditions possibles.

Le défi

Il s'agissait d'une propriété qui n'était pas rénovée et qui nécessitait certains travaux. Cependant, la localisation de la maison était incroyable :

- Collée directement sur une école primaire
- À proximité de tous les services
- Excellente desserte en transport en commun

Notre stratégie gagnante

Pour relever ce défi, nous avons préparé différents scénarios de rénovation et de remise en valeur de la propriété. L'important était de **faire voir la vision** de ce que cette propriété pouvait devenir - faire voir à l'acheteur potentiel la maison avec nos yeux expérimentés.

De plus, nous avons établi un **plan de marketing agressif** en ligne, basé sur une clientèle cible bien définie, ainsi qu'une mise en marché active auprès des courtiers actifs dans le secteur.

Résultat : En seulement 11 jours, nous avons reçu des offres multiples et vendu au-dessus du prix demandé!

Cas #2: Offre conditionnelle - Le parcours réussi d'une acheteuse

Une cliente habitant un condo dans le domaine André-Grasset nous a contactés pour l'aider dans un projet complexe : acheter un condo en banlieue nord pour

se rapprocher de son travail, tout en vendant son condo actuel.

Le défi complexe

Le défi était de taille : elle ne pouvait pas acheter sans vendre son condo, mais ne voulait pas vendre sans avoir trouvé son nouveau chez-soi. Un vrai cercle vicieux immobilier!

Notre solution créative

Nous l'avons accompagnée dans ses recherches et avons négocié l'achat de son nouveau condo **conditionnel à la vente** de son condo actuel. Cette stratégie lui permettait de trouver et sécuriser son futur condo avant d'avoir vendu le sien.

Le défi dans ce scénario : La vitesse d'exécution. Une offre conditionnelle à la vente d'une propriété peut rapidement se faire tasser par un autre acheteur sans condition.

Nous avons donc procédé à une mise en marché éclair :

- Séances de photos professionnelles
- Production vidéo
- Création du matériel marketing en un temps record

Résultat : Mission accomplie en 10 jours seulement pour vendre son condo et réaliser ses objectifs!

Cas #3 : Travaux majeurs et rapport d'inspection négatif - Une vente marathon

Comme tout courtier, nous aimons raconter les bons coups où la maison s'envole en quelques jours. Mais la réalité, c'est que certaines propriétés comportent des défis de vente importants.

Nous avons récemment accompagné des vendeurs qui devaient vendre leur propriété pour quitter le pays. La situation était particulièrement complexe :

- La propriété nécessitait des travaux importants
- Un rapport d'inspection notait d'importantes déficiences

- Un dégât d'eau est survenu pendant la période de vente

Notre approche stratégique à trois volets

1. Mise en valeur du potentiel - Dans un premier temps, nous avons préparé une mise en marché pour présenter le potentiel de la maison une fois rénovée : valeur future, look et design potentiel. Il fallait permettre aux acheteurs de visualiser la transformation possible.

2. Accompagnement transparent - Nous avons accompagné les vendeurs et les acheteurs potentiels dans l'évaluation des coûts potentiels des corrections à apporter selon le rapport d'inspection. Il était question ici de sécuriser tout le monde et d'établir une relation de confiance.

3. Gestion de crise - Suite au dégât d'eau, nous avons guidé et accompagné la stratégie de réfection : qu'est-ce qu'on répare rapidement, qu'est-ce qu'on laisse tel quel puisque l'acheteur va rénover de toute façon...

Résultat : Après plus de 300 jours, des dizaines et dizaines de visites, des milliers de dollars en marketing et plusieurs offres d'achat non concluantes, nous avons réussi à conclure une belle transaction gagnant-gagnant.

C'est aussi ça, le rôle du courtier immobilier : ne pas se décourager, travailler activement et accompagner nos clients peu importe le temps ou les défis.

Cas #4 : Condo indivis - Quand on doit aussi accompagner les courtiers

Un client, Alex, nous a mandatés pour vendre des unités de condos provenant d'une conversion en condo indivis. Pour ceux qui ne connaissent pas, il s'agit d'une forme de copropriété où tous les copropriétaires sont propriétaires de l'immeuble, mais avec une utilisation exclusive de leur appartement. C'est très différent de la majorité des condos divis traditionnels.

Le double défi

Dans cette situation, Alex nous a

d'abord demandé de l'aider avec le processus de conversion. Nous avons pu le guider vers différents professionnels spécialisés.

Mais le principal défi de ces ventes était **l'accompagnement des courtiers immobiliers** représentant les acheteurs. Le condo indivis étant plus rare, de nombreux courtiers n'ont jamais transigé ou ont fait très peu de transactions de ce type de propriété.

Notre rôle d'éducateur

Le scénario typique : leurs clients tombent en amour avec le condo, font une offre...jusque-là tout va bien!

Mais par la suite, comprendre et expliquer :

- Le principe de l'indivision
- La convention d'indivision et ses particularités
- Le fonctionnement du partage des taxes
- La répartition des frais communs

...devient parfois difficile pour plusieurs courtiers moins familiers avec ce type de propriété.

Pour s'assurer de transactions réussies, nous avons pris beaucoup de temps pour :

- Éduquer les courtiers sur le sujet
- Les guider dans leurs démarches
- Répondre patiemment à leurs questions et celles de leurs acheteurs
- Fournir de la documentation claire et complète

Résultat : 2 condos vendus en moins de 2 semaines! Alex est très content et les nouveaux acheteurs aussi!

Peu importe votre histoire, vos défis...

Avec **25 ans d'expérience**, on a la solution pour vous accompagner.

Chaque propriété a son histoire, chaque vente ses défis particuliers. Notre force? L'expérience, la créativité et la persévérance pour transformer vos défis en succès.

Appelez pour en jaser!



Vie démocratique : l'apport des médias sociaux et des groupes citoyens



Benoît Dosseh

Journaliste

Utiliser la technologie numérique pour agir sur la gouvernance dans un système démocratique, c'est ce qu'on appelle la démocratie électronique, ou encore la démocratie numérique.

Il y a une présence remarquable de groupes citoyens de l'arrondissement dans les médias sociaux. Les pistes cyclables, la réfection des routes, l'écoquartier Louvain, l'éclairage des parcs ou l'insécurité sont autant de sujets d'intérêt public qui y animent les conversations. Cependant, en fonction de leur raison d'être, l'usage de ces plateformes diffère.

Outils de communication

Pour les entités établies de l'arrondissement, les médias sociaux ont une fonction de canal de transmission d'informations.

Pierre angulaire de la politique locale, la mairie d'Achuntsic-Cartierville utilise différents supports pour rejoindre la population. En plus des outils de communication et de diffusion traditionnels (affichages publics, avis postaux, placement média et autres), elle est présente dans les médias sociaux.

Il en est de même pour la société de développement Angus, chargée du projet Terra Nostra dans l'écoquartier Louvain. « Nous utilisons les médias sociaux pour informer et inviter les citoyens lorsque nous faisons des assemblées publiques », explique Isabelle Hébert, directrice marketing.

La présentation du projet Terra Nostra a été visualisée par plus de 6000 personnes sur Facebook et Instagram, et 53 d'entre elles ont indiqué qu'elles participeront à l'assemblée publique.

Réalisons Montréal

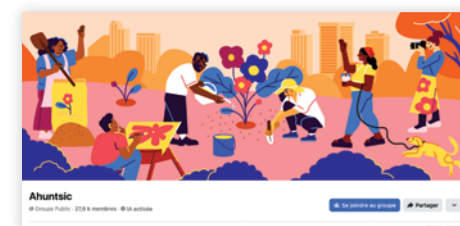
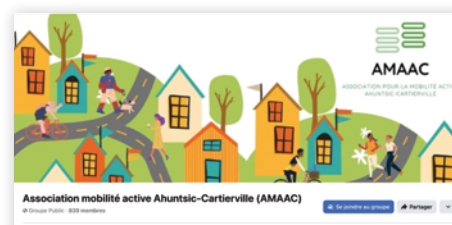
Pour les consultations citoyennes, l'arrondissement utilise « un portefeuille de plateformes et de méthodes de consultation variées, dont Réalisons Montréal », nous a fait savoir Antonin Benoît de la division des communications et relations avec les citoyens.

À travers la plateforme Réalisons Montréal, l'arrondissement peut sonder l'opinion de la population. Elle lui permet également de faire des suivis de projets. Le compte YouTube de la mairie permet en outre aux citoyens et citoyennes de suivre les conseils d'arrondissement et d'exposer leurs préoccupations.

Médias sociaux comme moyen de pression ?

Au-delà des différents outils mis à leur disposition pour interagir avec les élus du conseil municipal, les citoyens privilégient d'autres canaux numériques non officiels pour s'exprimer sur l'administration de l'arrondissement. Au moyen des groupes créés sur les réseaux sociaux, dont Facebook, ils animent le débat sur la vie du quartier.

L'un des groupes les plus suivis en ce sens est « Ahuntsic », où l'on peut lire : « La diversité fait la richesse de notre quartier. Nous vous demandons donc de respecter les opinions, les idées et les croyances de chacun. Les insultes, le harcèlement, les commentaires discriminatoires ou toute



Les médias sociaux peuvent être une tribune pour débattre des enjeux de société.

Montage : JDV

forme de propos offensants envers les autres membres ne seront pas tolérés.»

Sur ce préambule, les administrateurs de ce groupe Facebook créé en mars 2020 posent les balises qui régissent son fonctionnement. Avec plus de 27 000 membres, ce groupe devient l'un des plus animés sur les enjeux qui concernent Ahuntsic-Cartierville. Ce qui ne laisse pas les élus indifférents.

À titre d'exemple de cette vie démocratique électronique, le 3 août 2025, un citoyen s'exprimait en ces termes sur la dynamique des travaux de la rue Christophe-Colomb en direction nord : « Les travaux s'effectuent de manière très sporadique sur ce chantier fantôme depuis le début. J'ai communiqué avec l'arrondissement le 30 mai dernier et

je n'ai pas reçu d'appel à part un accusé de réception, même si le message disait qu'on allait communiquer avec moi. ».

Au-delà de la lenteur des travaux, il exprimait sa préoccupation sur la difficulté de circuler dans cette zone. Comme une onde de gravité, ce message a suscité un débat et plus de 150 réactions, parmi lesquelles un commentaire de la conseillère de Saint-Sulpice, Julie Roy.

À l'instar de M^{me} Roy, les membres du conseil de l'arrondissement sont proactifs dans les médias sociaux. Ceux-ci sont pour eux un moyen d'indiquer à la population qu'ils sont à l'écoute de leurs préoccupations. Cette voix officieuse joue donc un rôle non négligeable dans la participation citoyenne pour l'essor d'Achuntsic-Cartierville.

les médias sociaux ont une fonction de canal de transmission d'information

Le 24 août 2025, elle comptait un peu plus de 14 000 membres sur Facebook, plus de 1000 abonnés sur LinkedIn et X (Twitter), 256 sur YouTube et 6269 sur Instagram. Pour elle, ces réseaux sociaux ont la même fonction que les canaux traditionnels.



La porte d'Ottawa à Ahuntsic-Cartierville

Amine **Esseghir**

Journaliste IJL

Députée fédérale d'Ahuntsic-Cartierville depuis dix ans, Mélanie Joly joue un rôle bien ancré dans la réalité locale.

Sur la rue Chabanel, dans le bureau de circonscription de M^{me} Joly, Ottawa n'est plus à 200 kilomètres. Elle peut même sembler très proche. C'est ici qu'atterrissent les dossiers locaux quand on souhaite que la députée fédérale d'Ahuntsic-Cartierville intervienne. « On me demande de faciliter les interactions entre les citoyens et les services gouvernementaux canadiens », souligne M^{me} Joly en entrevue avec le *Journal des voisins* (JDV).

je suis à l'écoute, j'entends les préoccupations

Le bureau de la députée peut être le point de contact pour les services de Revenu Canada ou de l'immigration au fédéral. C'est aussi l'endroit où aller chercher des appuis pour le secteur communautaire. « Nous avons un enjeu de sécurité alimentaire dans la circonscription, indique M^{me} Joly. Je travaille avec des organismes comme la Corbeille [une banque alimentaire de Cartierville] pour voir comment favoriser l'accès aux petits-déjeuners partout à Ahuntsic-Cartierville. »

La députée illustre une action citoyenne dans le milieu communautaire avec un objectif précis dans le cadre d'un programme fédéral. Le Programme d'alimentation scolaire a été lancé par le gouvernement fédéral en 2024. Doté d'un budget d'un milliard de dollars sur cinq ans, il vise à garantir une alimentation saine à tous les enfants et adolescents au pays, avec une attention particulière aux jeunes vivant en situation d'insécurité alimentaire.

Mais l'implication fédérale ne se limite pas aux champs de compétence stricts d'Ottawa. Un bon exemple : la construction d'un nouveau centre communautaire dans Ahuntsic.

Soutenir

Face à la menace d'expulsion par le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM), propriétaire du bâtiment qui les abrite, les organismes communautaires d'Ahuntsic, dirigés par la table de concertation du quartier, Solidarité Ahuntsic, ont sollicité l'aide de tous les élus. Ils voulaient obtenir des appuis pour bénéficier d'un moratoire sur l'expulsion, mais aussi pour trouver une solution pérenne au problème du manque de locaux communautaires.

« J'ai pris l'engagement d'obtenir 15 millions de dollars du gouvernement fédéral pour soutenir le milieu communautaire », rappelle M^{me} Joly. Le futur centre communautaire doit voir le jour dans l'écoquartier Louvain Est, sur l'ancien site du bureau des approvisionnements de la Ville, au 9515, rue Saint-Hubert. « Nous avons été les premiers à mettre de l'argent sur la table », relève-t-elle. La somme promise ne permet pas de couvrir l'ensemble des coûts, mais elle devrait s'ajouter aux autres financements du provincial et du municipal.

La députée fédérale peut aussi se retrouver, avec d'autres élus, à signer une lettre de soutien à un projet citoyen, comme dans le cas de la promenade riveraine que souhaitait créer un groupe de résidents du Sault-au-Récollet. Appelée promenade du Sault, elle serait aménagée le long d'une emprise

d'Hydro-Québec sur la rivière des Prairies, où la compagnie d'électricité reconstruit un mur de soutènement de 1,3 km pour protéger la centrale hydroélectrique de rivière des Prairies.

« Parfois, je vais aussi vouloir prendre position pour exercer de la pression sur d'autres paliers de gouvernement, d'autres niveaux d'administration, et défendre les intérêts des citoyens », assure la députée fédérale. Elle cite notamment la rénovation de l'école Sophie-Barat et la demande de désenclavement du quartier Chabanel, divisé par une voie ferrée du Canadien Pacifique, comme exemples de dossiers où elle n'hésite pas à affirmer son appui.

Deux chapeaux

« Je suis à l'écoute, j'entends les préoccupations. Si je peux régler le dossier moi-même, j'y travaille. Sinon, quand je dois donner de la force, de la crédibilité, de la valeur à une demande qui n'est pas de mon ressort, quand ma voix pourrait porter, je le fais », confie l'élue.

Également ministre au sein du gouvernement fédéral, Mélanie Joly est parfois sollicitée en cette qualité. Des citoyens, des entreprises ou des groupes communautaires lui demandent alors de porter leurs priorités plus haut au sein des instances gouvernementales. Elle était récemment dans les bureaux d'une entreprise en intelligence artificielle du secteur Chabanel qui voulait savoir comment avoir accès à des contrats gouvernementaux.

M^{me} Joly a été souvent interpellée sur la question du bruit des avions. Un groupe de citoyens milite en effet pour réduire les nuisances liées au passage des aéronefs au-dessus d'Ahuntsic-Cartierville. « Au fil des années, j'ai beaucoup travaillé avec la Ville de Montréal à ces questions.



Députée fédérale, Mélanie Joly est également sollicitée pour des questions locales.

Photo : Courtoisie du bureau de la députée fédérale d'Ahuntsic-Cartierville

Puisque le dossier a été judiciairisé et qu'un jugement a été rendu, la question a été résolue devant les tribunaux. »

Le transport aérien étant une prérogative fédérale, M^{me} Joly est forcément concernée par ce sujet. « Est-ce que je peux aider pour qu'il y ait le moins de nuisances possible avec l'aéroport ? Oui. Est-ce que l'aéroport doit répondre aux préoccupations des citoyens ? Absolument. Je travaille toujours à ces questions en toute bonne foi », soutient-elle. ■



L'OEUFORIE MATINALE
Déjeuners & Dîners

514-419-3922
391 Boul. Henri-Bourassa Ouest
Montréal, QC, H3L 1P2

@restaurantloeufoiematinal



L'OEUFORIE
matinale

LES rendez-vous citoyens sont de retour!

Venez échanger avec un panel d'experts sur le thème

Participation citoyenne Faire sa part

26 novembre 2025 — 18 h 45 à 20 h 30

**Centre culturel et
communautaire de Cartierville**

- **Stéphanie Yates**,
professeure au département de Communication sociale et
publique de l'Université du Québec à Montréal
- **Michaël Huot**,
directeur général, Maison des jeunes de Bordeaux-Cartierville



Le JDV s'est penché sur la question.

Des experts partageront leur analyse de ce dossier
lors d'une discussion animée par *le Journal des Voisins*.

Une période de questions sera ensuite ouverte à tous.

Soyez au rendez-vous pour une soirée riche en échanges !



Inscrivez-vous gratuitement sur
Eventbrite à Rendez-vous citoyens
ou balayez ce code QR :



Salle Charles-Daudelin, Centre culturel et communautaire de
Cartierville – 12225, rue Grenet, Montréal (Québec) H4J 2N7



Accessibilité totale pour les personnes à mobilité réduite.



Autobus 180 depuis le métro Sauvé ou
autobus 69 depuis le métro Henri-Bourrassa.



Stationnement sur place et dans les rues avoisinantes.



Une nouvelle signalétique pour (re)découvrir l'histoire du district Central

Une coupure de journal de 1973 annonçant la construction du Fashion Mart, un prestigieux complexe de 11 étages au 225, rue Chabanel Ouest, destiné à accueillir jusqu'à 50 manufactures de vêtements pour dames. En guise d'illustration, l'instigateur du projet, Joe Schaffer, assis dans une benne, «gentillement (sic) entouré» de quatre dames en jupes et talons hauts.

Un coup d'œil à ce nouveau panneau signalétique sur l'histoire industrielle, installé devant le 99, rue Chabanel Ouest, suffit pour vous transporter dans une autre époque. Et, l'histoire de ce quartier, qu'on appelle maintenant le district Central, reste à découvrir pour plusieurs, notamment par les nouveaux entrepreneurs qui le choisissent.

Pour la Société de développement commercial (SDC) District Central, qui existe depuis huit ans, l'installation de ces panneaux est un moment charnière.

«Il y a eu quatre tentatives de revitalisation du quartier qui n'ont pas abouti avant la création de la SDC District Central ; donc, on part de loin, affirme la directrice générale, Hélène Veilleux. L'essentiel de notre travail consiste à fédérer les différentes parties prenantes et à les amener à collaborer à des projets porteurs pour le bien du territoire et de leurs entreprises. C'est un travail de l'ombre. L'installation en août de ces panneaux qui mettent en valeur le patrimoine du quartier est l'un des premiers gestes physiquement visibles et permanents posés par la SDC.»

Un quartier en transformation

La nouvelle signalétique fait partie du Plan d'interventions Signature du district Central, situé dans l'arrondissement d'Achimsic-Cartierville. Couvrant un quadrilatère de trois kilomètres carrés allant du boulevard Saint-Laurent à l'autoroute 15, puis de l'autoroute 40 à la rue Sauvé, ce quartier a une longue et riche histoire dans le domaine du textile et des manufactures. Mais, depuis quelques années, des entreprises du domaine du design et de la technologie, notamment, viennent aussi s'y installer.

C'est d'ailleurs le quatrième pôle d'emplois en importance à Montréal, avec environ 2100 entreprises qui génèrent plus de 25000 emplois. On estime que ce chiffre pourrait monter à 40000 dans les prochaines années. Le tissu résidentiel du quartier s'élargit aussi progressivement avec la construction et la planification de plusieurs projets d'habitation pour répondre aux besoins des travailleurs et générer une attractivité commerciale.



Et dans cette benne, gentillement entouré, l'instigateur de ce complexe, M. Joe Schaffer.

QUI VA BENE VA LONTANO

Un prestigieux centre de mode, unique en son genre au Canada, est actuellement en construction dans le Nord de Montréal et devrait ouvrir ses portes au printemps 1973.

Le "Fashion Mart", un complexe de 11 étages d'une valeur de \$4.5 millions, projettera une image renouvelée de la mode féminine. Il groupera de 40 à 50 manufactures de vêtements pour dames, au nombre desquelles se trouveront Algo Industries Ltée et ses divisions, Junior Scene Inc., Charade Sportswear Ltée et Lori Ann Mfg.

Algo Industries, un des meneurs dans l'industrie canadienne de la mode, est le principal propriétaire du nouveau building et emménagera sur deux étages.

Le contracteur général est Frankel Enterprises Ltée. Le Fashion Mart, situé au 225 ouest, rue Chabanel, à l'angle de l'avenue Esplanade, offrira aux acheteurs des magasins toutes les commodités sous le même toit. Il deviendra le seul édifice au Canada à abriter des services complets de fabrication et de présentation de robes et vêtements sport féminins.

Un porte-parole de la maison Algo définit ainsi le but du centre: "Nous voulons participer à l'effort commun qui vise à faire de Montréal une capitale de mode rivalisant même avec New York."

Article de presse annonçant la construction du Fashion Mart au 225, rue Chabanel Ouest. Le Petit Journal, 1973. Source : BANQ Numérique.

« La capacité de l'équipe de la SDC à mobiliser le secteur privé et à le faire investir avec le public amène une effervescence et des résultats positifs rapidement parce que c'est toute la communauté du district Central qui porte les projets »,

se réjouit Hélène Veilleux.



Panneau historique du district Central sur l'histoire industrielle, installé devant le 99, rue Chabanel Ouest.
Photo : Emilie Delorme

public et en mobilier urbain. Pour bonifier les actions dans ces volets, la SDC a réussi à signer des ententes de financement avec des entreprises et des propriétaires immobiliers afin de les inclure concrètement dans la réalisation d'interventions structurantes. Plusieurs projets ont déjà été réalisés, comme la prairie Louvain, l'œuvre d'art signée Marlon Kroll sur la palissade du chantier de construction du projet résidentiel Anima et l'aménagement d'un nouvel espace public, la Ruelle L'Oasis.

Une démarche rigoureuse pour créer la signalétique

La réalisation de cette nouvelle signalétique est le résultat d'un travail de recherche et de consultation. « Puisqu'une grande partie du savoir historique du district Central n'est pas archivée officiellement, il fallait aller rencontrer les dirigeants d'entreprises installées dans le secteur depuis des décennies et des résidents qui ont connu l'âge d'or du quartier, explique Marc-André Carignan, responsable de l'aménagement signature du district Central depuis un an. Comme ces gens ont souvent entre 70 et 90 ans, il fallait le faire rapidement. »

C'est justement pour être en mesure d'attirer et de garder les entreprises ainsi que les différentes communautés qui travaillent et qui résident dans le secteur que la SDC a réalisé son plan d'interventions. Il a été rendu possible notamment grâce à une subvention de plus d'un million de dollars du Fonds signature métropole du gouvernement du Québec pour maintenir la compétitivité de Montréal. Plus concrètement, il vise à renforcer l'image de marque du quartier en soutenant son essor économique, culturel et social. Avec ce coup de pouce, le district Central pourra affirmer son identité et améliorer l'expérience des personnes qui y travaillent, y résident et le visitent.

En plus de la signalétique historique, le plan comprend des interventions paysagères, en art

La SDC a mandaté la Société d'histoire d'Ahuntsic-Cartierville et Passerelles pour réaliser ce travail. Le tout a été bonifié par de la recherche de photographies et des appels à tous sur les réseaux sociaux.

Finalement, quatre tranches d'histoire ont été choisies pour cette première phase de déploiement de panneaux. En plus de celui sur l'histoire industrielle textile, la rue Chabanel Ouest (devant le 555) présente celui sur la Cité de la mode et, à l'angle de l'avenue du Parc, celui sur l'apport de l'immigration pour la vitalité du quartier. Le panneau sur les efforts de guerre a été installé devant le terrain vacant où se trouvait l'usine de munitions Montreal Works, près du café Barista, au 111, rue de Louvain Ouest.

L'information est diffusée sur une structure grillagée en métal de couleur rouge brique attachée aux lampadaires sans que des trous ne soient percés pour qu'elles puissent se retirer et s'entretenir facilement. En plus du panneau historique, la SDC a installé sur le même support des flèches qui indiquent les lieux à découvrir à distance de marche.



Signalétique du district Central installée devant le 99, rue Chabanel Ouest.
Photo : Emilie Delorme



Signalétique du district Central installée devant le 99, rue Chabanel Ouest.
Photo : Emilie Delorme

« Plusieurs bâtiments monumentaux composent le district Central, où cohabitent les entreprises manufacturières, les jeunes pousses, les travailleurs et les citoyens, explique Hélène Veilleux. L'accessibilité au quartier par tous les modes de déplacement est une priorité absolue pour nous. Nous voulions faire une signalétique à échelle humaine pour donner un sentiment de sécurité aux gens dans cet environnement vaste et leur donner envie de marcher pour découvrir le quartier. »

La réaction sur le territoire a été instantanée. « Les panneaux mettent en valeur les réalisations des gens à l'extérieur de leurs murs, affirme Hélène Veilleux. Ils sont fiers, émus et heureux de voir qu'enfin, le patrimoine est valorisé dans leur quartier qui a manqué d'amour pendant des années. »

La SDC District Central souhaite poursuivre ses efforts en signalétique en investissant prochainement dans d'autres secteurs du quartier, comme le marché Central et le marché Sauvé.

Ahuntsic, un parc pour les citoyens



Jacques **Lebleu**

Chroniqueur, Société d'histoire d'Ahuntsic-Cartierville (SHAC)

Saviez-vous que les résidents d'Ahuntsic-Cartierville doivent être reconnaissants aux citoyens qui ont élevé leurs voix afin d'exiger d'être consultés sur l'aménagement du parc Ahuntsic à la fin des années 1980 ?

Ce parc emblématique de l'arrondissement aurait pu être fort différent du lieu que nous connaissons aujourd'hui, soit un site où des aménagements sportifs et récréatifs côtoient un écrin de verdure et un bassin d'eau.

Un vaste projet de complexe

À l'époque, une part importante de sa superficie était affectée à un vaste

stationnement incitatif en gravelle. Il était destiné à des usagers du métro provenant en majeure partie d'autres quartiers et de Laval, qui prenaient le métro à la station Henri-Bourassa. Celle-ci constituait alors le terminus de la ligne 2 - Orange. Le parc n'était pas encore doté d'un plan d'eau.

À l'automne 1986, Pierre Lachapelle est élu dans le district Fleury, alors que son parti, le RCM, chasse Jean Drapeau de l'hôtel de ville. Personne n'a encore eu vent des discussions concernant le parc. « Et là, bingo ! La nouvelle sort qu'il y a des négociations entre l'exécutif et un promoteur qui a acquis un terrain de l'Université Concordia sur l'avenue des Pins et qui a obtenu un permis de construire juste avant l'élection », confiait M. Lachapelle au *Journal des voisins* en 2016.

La Société de promotion immobilière Archiplus prévoit alors la construction d'un vaste complexe multifonctionnel d'une valeur d'environ 100 millions de dollars dans la partie nord du parc Ahuntsic (ci-dessous).

La nouvelle se propage rapidement au début de 1987 et provoque de vives réactions parmi la population.

Le projet d'Archiplus prévoit la construction d'immeubles dans le parc, dont :

- un bâtiment central pouvant atteindre six étages, situé juste derrière la sortie existante de la station de métro Henri-Bourassa, pour des commerces et des condominiums avec un atrium, un jardin d'hiver et une place du marché ;
- un immeuble de bureaux le long de la rue Lajeunesse qui abriterait un CLSC, une clinique médicale et un centre de conditionnement physique ;
- deux immeubles d'appartements : l'un pour les retraités et préretraités, l'autre pour les coopératives d'habitation ;
- un bâtiment municipal, intégrant la sortie du métro, qui pourrait accueillir la future Maison de la culture Ahuntsic ; et
- une galerie commerciale spécialisée au sous-sol du bâtiment central ainsi qu'un grand stationnement souterrain.

L'administration du maire de Montréal, Jean Doré, chef du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), est favorable au projet et disposée à s'y associer, car il lui permettrait de déléguer au secteur privé plusieurs projets qui tardent à se concrétiser.

L'opposition s'organise

Les résidents du quartier Ahuntsic ne se sont pas montrés impressionnés, et ils se



45 ANS

SPÉCIAL D'ANNIVERSAIRE

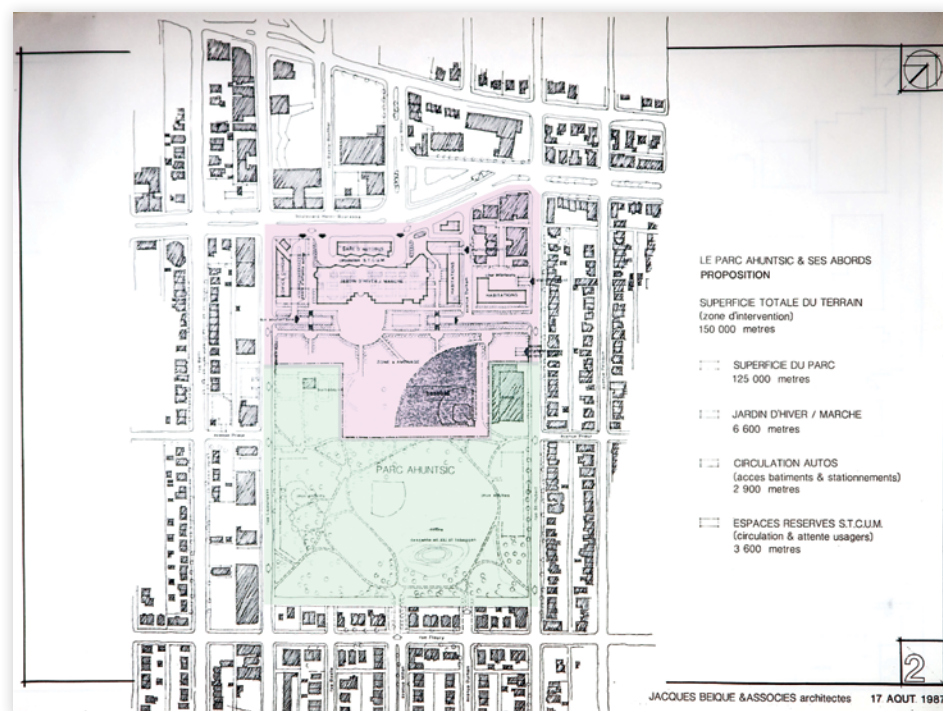
NOUVEAU MENU, NOUVEAU LOOK

\$25,25

RESTAURANT LE BORDELAIS

☎ 1000 BOULEVARD GOUIN O MONTRÉAL, QC H3L 1K9

☎ 514-337-3540

Jacques Béique et associés. Le parc Ahuntsic et ses abords. Proposition, plan n° 2, 17 août 1987. (Les blocs de couleur sont un ajout de l'auteur.) Photo : SHAC. Fonds Pierre Lachapelle.

SAUVONS LE PARC AHUNTSIC

BRUNCH DE SOLIDARITÉ

Dimanche, le 30 octobre 1988 à 11 heures
au sous-sol de l'église Saint-Paul-de-la-Croix 10,217 rue Georges Baril
en présence de nombreuses personnalités

Prix: 5\$



Affiche, octobre 1988.

Illustration : SHAC. Fonds Pierre LaChapelle.



Parc Ahuntsic, automne 1976.

Photo : Rhéal Benny, Archives de Montréal, VM94-B209-007



Parc Ahuntsic, 23 mai 1973. Photo : Paul-Henri Talbot. BANQ, Fonds La Presse, P833,S5,D173-0270 pièce 17

sont mobilisés contre le projet proposé par messieurs Jacques Béique et Norbert Sporns.

Malgré l'opposition de leur caucus, Jean Doré et son bras droit, John Gardiner, vont de l'avant et tentent de défendre le projet d'Archiplus lors de consultations publiques. Un comité de citoyens de tous horizons se forme pour contrer le projet. Plusieurs dizaines de mémoires sont déposés. Plus de 10 000 personnes

manifestent leur opposition en signant la pétition du Comité aménagement espace vert du quartier Ahuntsic, qui réclame que le parc soit maintenu dans son intégrité et avec sa vocation originale.

M. Antoine Bécotte, cité dans *La Presse* du 4 novembre 1987, affirme : « Un parc est un parc, et en conséquence, il ne saurait être question d'y permettre la construction d'un vaste complexe multifonctionnel. »

Un rapport de consultation favorable au projet est déposé, mais les divisions persistent au sein du RCM.

En avril 1988, Ken Pastor, président du Comité espaces verts, annonce lors d'une conférence de presse qu'il s'oppose au projet pour des raisons écologiques, commerciales, sociales et financières. Il est entouré du ministre provincial Guy Tardif, de M. LaChapelle, de l'homme

d'affaires Jean-Guy Daudelin, de l'ex-président du Conseil du patronat, Sébastien Allard, et de Maurice Richard, qui fait alors une très rare sortie publique concernant un enjeu devenu politique.

En juin 1989, Jean Doré annonce que la ville procédera sur une période de cinq ans à la fermeture progressive du stationnement et au réaménagement du parc. Les promoteurs abandonnent leur projet.

EN ACHETANT SUR FLEURY OUEST, je soutiens ma communauté!

Un message de vos commerçants et professionnels de Fleury Ouest,
de Saint-Laurent à Meilleur!



Montréal

Ahuntsic-Cartierville
Montréal

Desjardins
Caisse du Centre-nord
de Montréal

quartierflo.com



Une visite au musée



Marie-Hélène **Paradis**

Journaliste

Le musée des Sœurs de la Providence, installé dans les locaux de la maison mère, rue Grenet, est une mine de renseignements et d'enseignements sur la vie et la mission de cette congrégation fondée par Émilie Tavernier-Gamelin et Mgr Bourget en 1843.

On connaît le nom des Sœurs de la Providence, mais beaucoup moins l'étendue de leur œuvre et l'histoire de la création de la congrégation.

Une histoire à découvrir

La vie d'Émilie Gamelin et l'histoire de la congrégation des Sœurs de la Providence sont intimement liées. Née en 1800, Émilie est toute jeune lorsqu'elle devient veuve en 1828. Ayant, en plus, perdu le seul enfant qu'il lui restait, elle retrouve un peu de sérénité dans l'action et la foi en s'engageant auprès des pauvres. Son mari l'ayant pourvue à son décès d'un héritage considérable, elle peut venir en aide aux plus démunis qu'elle visite ou héberge chez elle, accueillant d'emblée dans sa résidence des dames âgées et infirmes.

Elle s'occupe aussi des malades à domicile, puis ouvre à ses frais un hospice pour les nécessiteux de la ville. Elle découvre ainsi que les besoins dépassent de beaucoup les ressources disponibles à Montréal, et son implication auprès des indigents contribue de façon importante au développement des œuvres caritatives au pays. Dans la foulée de la rébellion des Patriotes de 1837-38, elle obtient en outre l'autorisation de visiter les détenus à la prison Au-Pied-du-Courant pour les reconforter.

Fondation de la congrégation

Pour assurer la continuité de l'œuvre d'Émilie Gamelin, l'évêque de Montréal, Mgr Ignace Bourget, veut confier l'hospice aux Filles de la Charité. Il désire ainsi relayer les tâches à des religieux et laisser aux laïcs la responsabilité du financement. Émilie n'entend pas délaisser son œuvre et fait alors le vœu de consacrer sa vie aux pauvres.

Lorsque les religieuses françaises annoncent qu'elles ne viendront pas au Québec, Mgr Bourget décide de fonder une nouvelle congrégation religieuse, la première typiquement montréalaise. Sept femmes entrent au noviciat, mais Émilie ne fait pas partie du groupe.

consacrer sa vie aux pauvres

Dès la création de la congrégation, Mgr Bourget impose une distinction claire entre Émilie Gamelin, qui demeure laïque, et les religieuses. Quelques mois plus tard, refusant d'abandonner son œuvre, Émilie, qui n'avait jusqu'alors jamais songé à devenir religieuse, prend la décision d'entreprendre son noviciat. Le 29 mars 1844, sœur Gamelin fait profession religieuse avec ses compagnes novices, et le lendemain, elle est élue supérieure et le restera jusqu'à sa mort le 23 septembre 1851.

L'œuvre des Sœurs de la Providence

Les Sœurs de la Providence laissent un héritage hors du commun. Que l'on parle simplement de l'Institut des Sourdes-Muettes, de l'asile Saint-Jean-de-Dieu, du Mont Providence, des dispensaires pour soigner gratuitement les pauvres, des orphelinats et des œuvres caritatives partout au Canada et à travers le monde, l'œuvre d'Émilie Gamelin occupe encore une grande place.

un héritage hors du commun

Aujourd'hui, les Sœurs de la Providence poursuivent leur travail auprès des démunis du Canada, des États-Unis, du Cameroun, du Chili, de l'Argentine, de l'Égypte, des Philippines, du Salvador et d'Haïti.



Sœur Gamelin.

Photo : Marie-Hélène Paradis / JDV

Le musée

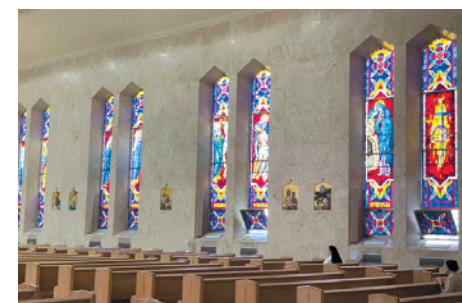
Pour mieux connaître l'histoire inspirante de cette communauté internationale engagée dans le monde, une visite au musée s'impose. On y retrouve des artefacts, des œuvres d'art et surtout une meilleure compréhension d'un pan de notre histoire. Les changements sociaux, le nombre de moins en moins grand de femmes désireuses d'entrer en religion et les religieuses qui retournent à la vie laïque font en sorte qu'il est facile d'oublier un passé d'engagement pas si lointain.

C'est au 12255, rue Grenet, à Montréal. Bonne visite!



Un texte et des artefacts illustrant une période de la vie d'Émilie.

Photo : Marie-Hélène Paradis / JDV



Les vitraux de la chapelle de la maison mère des Sœurs de la Providence sont de Marcelle Ferron; le mobilier et les objets liturgiques ont été conçus par Charles Daudelin.

Photo : Marie-Hélène Paradis / JDV

E I S O D E
LIEU POUR LES ARTS GÉNÉRATIFS

LA PETITE OURSE

EXPOSITION

03 novembre au
11 décembre 2025



SAUVÉ

WWW.EISODE.ART

TRISKA SICURANZO GAGNÉ



Conseil des arts et des lettres du Québec



Conseil des arts du Canada



Conseil des arts de Montréal

Rencontre avec le Dr André Arcelin Pleure, ô pays bien-aimé !



Hassan Laghcha

Journaliste

En 1992, le Dr André Arcelin et sa femme Nicole ont eu l'honneur d'accompagner Nelson Mandela et son épouse Winnie lors de la visite historique au Canada du leader de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Ce privilège se voulait une façon, pour le gouvernement fédéral, de reconnaître les contributions de ce résident de notre quartier à la promotion du multiculturalisme et au développement d'une société inclusive.

En entrevue avec le JDV, ce médecin d'origine haïtienne, résident du quartier depuis plus de 40 ans, souligne avec fierté la signification particulière de ce moment fort dans son parcours. Il nous décrit comment, dès son installation à Montréal au début des années 60, après des études en Espagne, il éprouve le désir de contribuer à la consolidation de la cohésion de la mosaïque canadienne. Sa pratique de la médecine et son plurilinguisme (il parle créole, anglais, français et espagnol) lui permettent de connaître de plus près les caractéristiques des différentes communautés culturelles et d'être à l'écoute des préoccupations des membres de ces communautés et de leurs aspirations.

Un parcours éloquent

«Le Québec qui accomplissait sa révolution tranquille était en pleine transformation et modernisation dans tous les domaines», dit celui qui plus tard sera choisi pour assurer la vice-présidence du Conseil canadien pour le multiculturalisme, mis en place par le gouvernement de Brian Mulroney. «Cette honorable responsabilité m'a permis de participer à la conception de la *Loi sur le maintien et la*



Le Dr André Arcelin et sa femme Nicole rencontrent Nelson Mandela, en présence de Brian Mulroney, lors d'une réception à la Chambre des communes. Photo : Courtoisie André Arcelin.

valorisation du multiculturalisme au Canada», précise-t-il. En reconnaissance de cette contribution, notre médecin reçoit, en 1988, un certificat du mérite du Canada.

Par la suite, vu sa connaissance profonde des enjeux liés à l'intégration des néo-Canadiens, il sera sollicité pour siéger à un comité pour l'équité en matière d'emploi relevant de la présidence du Conseil du Trésor du Canada.

inconsolable face au chaos qui accable son pays bien-aimé

André Arcelin nous raconte comment son implication sociale a été remarquée par des partis politiques au niveau provincial et fédéral, lesquels l'ont sollicité pour porter leurs couleurs lors de différentes échéances électorales. À commencer par le Parti québécois, sous la gouverne de René Lévesque, qui voulait que la composition de

son caucus à l'Assemblée nationale soit assez représentative de la diversité socioculturelle québécoise. Tirailé entre sa carrière professionnelle comme médecin et une carrière

politique, André finit par choisir de poursuivre sa vocation originelle.

Ce qui n'a pas été le cas de sa femme, Nicole Roy-Arcelin, qui poursuivait une carrière d'infirmière et qui a été élue députée fédérale sous les couleurs du parti progressiste-conservateur dans la circonscription électorale d'Ahuntsic en 1988.

Médecine socialement engagée

Pour André Arcelin, sa pratique professionnelle serait sans saveur sans une dimension sociale engagée. Dans cet esprit, il a organisé jusqu'en 2015 des cliniques de médecine sociale dans la campagne haïtienne au profit des populations démunies auxquelles il apportait les dons en médicaments offerts par des compagnies pharmaceutiques québécoises et canadiennes. Son action humanitaire a été particulièrement sollicitée pour aider les gens de son pays à surmonter les traumatismes du tremblement de terre qui a secoué Haïti en 2010, faisant près de 300 000 morts.

À présent, le chagrin d'André est grand, et il est inconsolable face au chaos qui accable son pays bien-aimé, le premier à briser le joug de l'esclavage et du colonialisme, en instaurant, en 1804, la première république noire de l'histoire, faisant d'Haïti un symbole de résistance et de liberté. Il se souvient avec beaucoup de tristesse du Haïti de sa jeunesse, alors le pays le plus avancé des Caraïbes. À peine croyable!



CLINIQUE DENTAIRE DR GUILLAUME LAVOIE CHIRURGIEN DENTISTE



Approche personnalisée

Gamme complète de soins dentaires incluant les implants

Plus de 15 ans d'expérience

Fournisseur du Régime Canadien de Soins Dentaires

Stationnements réservés
drglavoie@outlook.com

4529, rue de Castille, Montréal-Nord 514 322-8720

Équipe Ahuntsic–Cartierville

Écouter
agir

Agent officiel: Marc Abi-Khal



**Soraya
Martinez Ferrada**

Mairesse
de Montréal

**Maude
Théroux-Séguin**

Mairesse
d'arrondissement

**Effie
Giannou**

Conseillère de la Ville
District Bordeaux–Cartierville

**Victor
Esposito**

Conseiller de la Ville
District Saint-Sulpice

**Justine
Lalande–Church**

Conseiller de la Ville
District Ahuntsic

**Joanne
Lacombe**

Conseiller de la Ville
District Sault-au-Récollet

Nos engagements:

- › Investir dans la réfection coordonnée de nos rues, trottoirs et infrastructures, améliorer la propreté, optimiser le déneigement et abolir la taxe neige.
- › Améliorer nos infrastructures municipales et nos plateaux sportifs.
- › Développer un festival culturel d'envergure.
- › Rétablir la sécurité dans nos quartiers afin d'en faire des milieux de vie paisibles et rassurants, où il fait bon vivre et se déplacer en toute confiance.

 **ensemble
montréal**

**Équipe
Soraya**

Balayez
Agissez
Soutenez



Saison prolifique pour Baseball Ahuntsic-Cartierville



Benoît Dosseh

Journaliste

Baseball Ahuntsic-Cartierville sort d'une saison remarquable. L'association a augmenté le nombre d'adhérents de sa section féminine, qui passe de trois à cinq équipes avec notamment la création d'une équipe 15UBF.

Ahuntsic-Cartierville était l'hôte des super-régionaux féminins des moins de 15 ans, ou 15UBF, du 12 au 14 septembre. Les Explosives, championnes régionales de Montréal, ont remporté la médaille d'or aux dépens des Expos de Lanaudière-Nord. En juillet dernier, elles ont également atteint la finale du championnat provincial de l'ABAJ disputé au parc Jarry, et remporté la médaille de bronze lors du championnat de la Ligue féminine de Baseball du Québec (LFBQ).

Avec trois finales disputées durant la saison, les difficultés du début semblent un lointain souvenir pour la majorité des Explosives.

Naissance des Explosives

Rien ne laissait présager une telle issue pour cette équipe inexistante il y a quelques mois. En effet, jusqu'en mars, les ex-Félines de moins de 13 ans d'Ahuntsic-Cartierville ne savaient pas si elles allaient pouvoir continuer à pratiquer leur sport, étant trop peu nombreuses pour bâtir une équipe 15U. Le club de l'arrondissement a trouvé la parade grâce à une collaboration avec Baseball Grand Rosemont (les Locomotives). Le jumelage qui en a découlé a donné naissance aux Explosives.

Implication totale

L'équipe des Explosives est composée de sept anciennes Félines et de trois joueuses de Rosemont. «Elles ont créé elles-mêmes leur nom d'équipe», explique l'entraîneuse adjointe, Véronique Stoa. Un changement de couleur s'observe également au niveau de



Les équipes féminines toutes catégories confondues ont remporté au total quatre titres de championnes. Photo : Benoît Dosseh / JDV

l'uniforme : fini le jaune ou le noir, place au rouge bordeaux.

Les parents, de leur côté, s'activent de diverses manières pour assurer la réussite de ce jumelage, grâce notamment à un financement participatif. La greffe a pris et l'équipe a réalisé une saison exceptionnelle. «Nous avons de bons entraîneurs. Il y a un très bon esprit d'équipe. Vraiment, nous sommes toutes des amies dans l'équipe. Nous sommes très, très soudées», insiste Flavie Gamache.

Succès à tous les niveaux

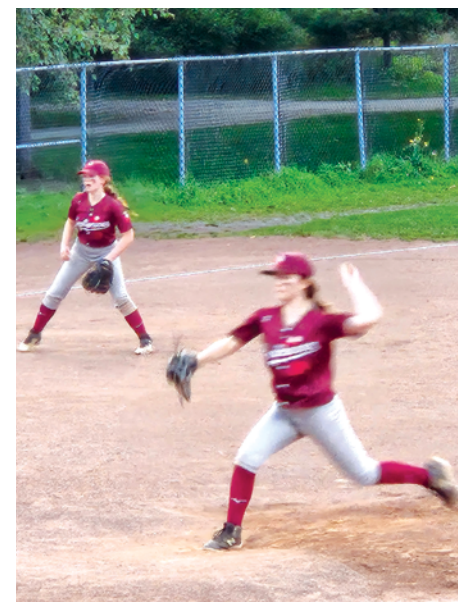
Outre le beau parcours des Explosives, le triomphe était aussi au rendez-vous dans les autres catégories féminines de Baseball Ahuntsic-Cartierville. La formation des moins de 9 ans (Félines 9UBF) a remporté le championnat régional, tout comme les Félines 11UBF. «J'ai passé une belle saison. On a gagné beaucoup de matchs.», résume Agathe Prud'homme, qui joue au baseball depuis quelques années dans le sillage de son frère.

«Nous aussi, nous avons gagné les régionaux, renchérit Elizabeth Jolivet des Félines 11UBF. On avait une très bonne équipe cette année. Il y avait une complémentarité entre les joueuses, qui n'avaient pas toutes le même niveau. Grâce à nos forces combinées, nous avons pu faire des exploits.»

Catégories masculines et féminines confondues, on peut dire que les équipes de baseball de l'arrondissement ont connu du succès. Elles ont en effet disputé 15 finales et glané 10 titres de champions dans différentes compétitions. «Plus ils grandissent, plus ils veulent gagner, résume l'entraîneur Paul-Gilbert Gamache. Toutefois, insiste-t-il, l'objectif est avant tout de prendre du plaisir à jouer au baseball. Donc, on s'amuse en gagnant.»

Les prochains défis

Cette saison prend fin avec des feux verts à tous les étages de la section féminine. Sur



Les Explosives ont réalisé une saison de rêve avec notamment deux titres de championnes. Photo : Benoît Dosseh / JDV

le plan comptable, en plus de la belle expérience des Explosives, le club de Baseball Ahuntsic-Cartierville a eu deux équipes 9U, une équipe 11U et une équipe 13U. Il espère former six ou sept équipes féminines de différentes catégories la saison prochaine.

CARTES DE JEUX 9 \$
18 ANS ET +

BINGO

RADIO 101,5 FM

3 000 \$

EN PRIX À GAGNER!

DIMANCHE DE 13 H À 15 H

ÉCOUTEZ-NOUS !

POUR CONNAÎTRE NOS POINTS DE VENTE
CONSULTEZ LE WWW.CIBL1015.CA

SUR LES ONDES DU 101,5 FM
EN LIGNE À CIBL1015.COM

VIDÉOTRON CANAL574
BELL CANAL 959

AU PROFIT DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE FRANCOPHONE DE MONTREAL

La science, une chenille à la fois

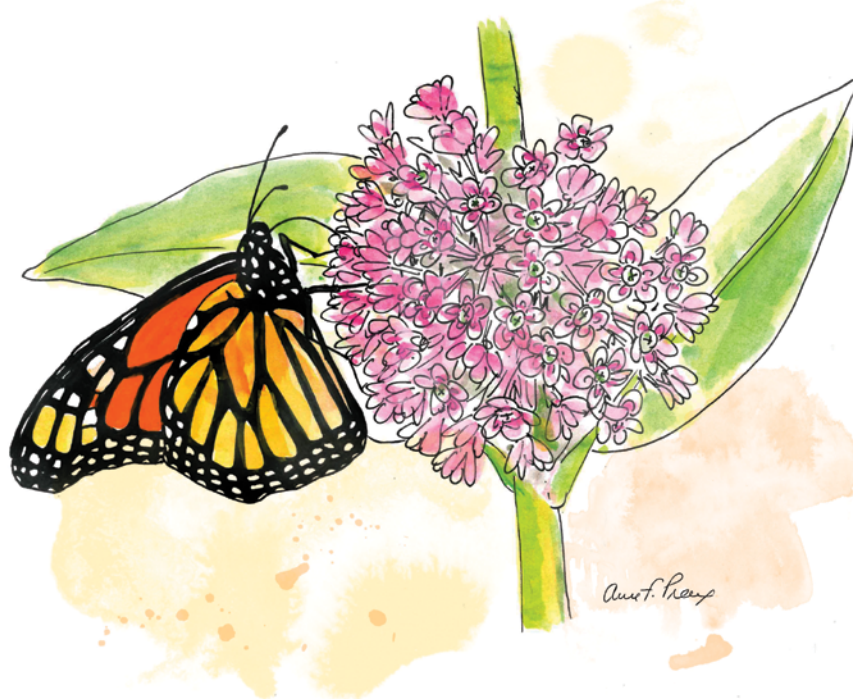


Anne Frédérique **Préaux**

Chargée de projet,
conception, GUEPE

En fin de journée, lors d'une promenade, je m'arrête soudain devant un plant d'asclépiades. Je sors mon téléphone, note instinctivement l'heure et l'endroit, puis photographie une chenille posée dessus. Simple-ment, au coin de cette rue, je deviens actrice d'une vaste collaboration entre scientifiques et citoyens.

Cette chenille n'est pas banale. C'est celle du monarque, ce papillon célèbre pour sa migration annuelle jusqu'au Mexique, mais aussi tristement reconnu comme une espèce en danger. « Mission monarque », un projet porté par l'Insectarium de Montréal et Espace pour la vie, ainsi que l'Institut de recherche en biologie végétale, recueille en ligne des données sur la répartition et l'abondance du monarque et de l'asclépiade, la plante hôte du papillon. Les contributions citoyennes à ce projet aident les scientifiques à suivre les déplacements migratoires, à mesurer l'impact des changements



Papillon monarque sur une asclépiade commune. Illustration : Courtoisie Anne F. Préaux

climatiques et à ajuster les stratégies de conservation. Les informations collectées peuvent nourrir des publications scientifiques et influencer les politiques urbaines, allant jusqu'à définir des zones de plantation idéales pour favoriser la survie du monarque.

La science citoyenne

Voilà ce qu'est la science citoyenne : elle fait appel au regard attentif, à la présence et aux observations concrètes, souvent quotidiennes, des gens ordinaires. Qu'il s'agisse de photos, de mesures ou de simples témoignages, ou encore d'entrées sur des applications telles que eBird Québec ou iNaturalist, leur contribution permet à ceux et celles qui font de la recherche de couvrir des territoires vastes, sur de longues périodes, souvent en continu, et ce, à moindre coût. Une force remarquable. Avec plusieurs millions de paires d'yeux au lieu d'une seule, l'efficacité se multiplie.

La science citoyenne n'est pas une nouveauté. Dès le 19^e siècle, des adeptes de l'ornithologie, de l'entomologie et de la botanique rassemblaient déjà leurs observations locales, construisant une base de données importante pour l'écologie naissante. Au 20^e siècle, la poste et la photographie ont facilité l'échange d'informations. Aujourd'hui,

Internet et nos téléphones portables révolutionnent encore cette pratique : les plateformes et applications permettent à tout un chacun de participer instantanément. Nous sommes passés des cahiers manuscrits à des millions d'observations géolocalisées en temps réel!

partager la passion de la découverte

Bien sûr, il existe des limites : tout le monde ne peut pas devenir chercheur du jour au lendemain et, surtout, tout le monde n'est pas expert. En science citoyenne, on privilégie donc des missions accessibles, où les erreurs éventuelles (identification, localisation) peuvent être corrigées ou restent statistiquement marginales. Mais au-delà des données, la science citoyenne crée un dialogue précieux : elle rend visible le travail des scientifiques, elle invite le public à saisir les enjeux et à partager la passion de la découverte. Et entre nous, c'est très gratifiant de savoir que nos gestes, même modestes, s'inscrivent dans un mouvement collectif.



Scarabées japonais, une espèce exotique envahissante.
Photo : Courtoisie Anne F. Préaux

Contribuer à la science

Ce soir-là, en marchant près de ce plant d'asclépiades, j'ai pris part, à ma façon, à la recherche et à la préservation d'une espèce. Si vous souhaitez vous lancer vous aussi, sachez que, partout au Québec – notamment à Montréal –, de nombreux programmes attendent votre regard : suivi des abeilles ou des chauves-souris, signalement des plantes envahissantes, des tortues ou des coyotes, observation des habitats, des glaces sur les cours d'eau, de la neige, des amphibiens ou d'oiseaux nicheurs, et bien plus encore. Une simple recherche en ligne suffit pour découvrir de multiples initiatives locales et régionales. Entre autres, AttentionNature a plusieurs programmes canadiens à la portée de tout le monde. À chaque note, photo ou observation, nous faisons avancer la science.

Alors, êtes-vous prêt à contribuer à la science avec un grand «S»? ☒



La fameuse chenille de monarque.
Photo : Courtoisie Anne F. Préaux



Abeille. Photo : Courtoisie Anne F. Préaux

L'AUTOMNE AU PARCOURS GOUIN

Nouvelle programmation : rumba, location de vélos, yoga, tai-chi, activités pour les enfants, danse en ligne, ateliers de chanson, tricot et bien plus!

JUSQU'AU 14 DÉCEMBRE 2025

PARCOURSGOUIN.CA

CALENDRIER ET RÉSERVATION

URBAIN
Agence immobilière

AHUNTSIC

LA DEMANDE EXPLOSE LES VENDEURS ONT L'AVANTAGE

- Hausse moyenne de 9% des prix.
- Baisse de 2% des nouvelles inscriptions.
- Délais de vente réduit de 13%.

Contactez-moi pour obtenir le rapport complet du marché ou l'**évaluation gratuite** de votre propriété.

* données : Rapport de l'APCIQ Q2 2025, moyennes combinées unifamiliales, copropriétés et plex.

Parlons de vos projets !
Frédéric Obeidy
Courtier immobilier résidentiel

514-994-0900
fobeidy@royallepage.ca

Major & Major
MARCHAND PROPRIÉTAIRE

TOUT POUR L'AUTOMNE

UN SEUL ARRÊT

RONA Major & Major

- 1540 rue Sauvé Est, Montréal
- 514.389.3588
- www.majormajor.ca

C'est Portes Ouvertes!

Dans toutes
Les Résidences Soleil

1^{er} au 31 octobre

LES RÉSIDENCES



Dernière chance >> Profitez de l'Engagement 1%*

Sécurisez votre loyer !



Signez avant le 31 décembre 2025 et confirmez l'augmentation annuelle de votre loyer de base pour 2026 à seulement 1%*.

Chez nous, les aînés ont et auront toujours les moyens de s'offrir une retraite confortable. Près de 7 000 résidents bénéficient de cette sécurité financière, serez-vous les prochains ?

* Consultez les détails et conditions de ces Programmes uniques sur le site web. Sous réserve de modification. Excluant les repas, soins et services.

Une
entreprise
familiale
d'ici

Visitez-nous 7 jours / 7

1 800 363-0663

Les Résidences Soleil Manoir St-Laurent → 115, boulevard Deguire, Montréal

Lundi au dimanche • Avec ou sans rendez-vous • 9h à 17h

Partout au Québec • Logements 1^{1/2} à 5^{1/2} abordables ⁶⁵⁺ans • residencessoleil.ca • info@residencessoleil.ca

Montréal: Centre-Ville (Plaza) • St-Léonard • St-Laurent • Dollard-des-Ormeaux • Pointe-aux-Trembles • Lanaudière: Repentigny (nouveau) • Rive-Nord: Laval
Montréal: Boucherville • Brossard • Sainte-Julie • Mont St-Hilaire • Sorel • Granby • Estrie: Sherbrooke (Fleurimont) • Sherbrooke Centre-Ville (Musée)

Cadeaux de bienvenue pour tous les visiteurs

Le Moqueur roux



Jean Poitras

Chroniqueur

Comme tous les membres de la famille des mimidés, le Moqueur roux (*Brown Thrasher*) (*Toxostoma rufum*) a une forme élancée et une longue queue.

Le dos et le dessus de sa queue sont roux, de même que ses ailes qui arborent deux bandes blanches légèrement accentuées de noir. La poitrine et le ventre de cet oiseau sont beiges et fortement striés de brun roux. Il a le bec légèrement recourbé vers le bas et son œil noir est bordé de jaune orangé. Il mesure entre 27 et 30 cm de long, et pèse environ 70 g.

Habitat et comportement

Le Moqueur roux préfère les haies et les buissons situés dans des endroits secs et où la strate arbustive présente un dégradé. Les

terres agricoles abandonnées ou en friche lui conviennent parfaitement.

Le mâle arrive sur son territoire en mai, quelques jours avant la femelle, et se met aussitôt à chanter. Son répertoire est le plus varié de notre faune aviaire. Il imite de nombreux oiseaux et bruits, et y ajoute des phrases de son cru. Il a tendance à répéter chacune d'elles deux fois, ce qui permet une identification sonore avant de le voir.

Il diminue ses vocalises après la formation du nid et devient plus discret au fur et à mesure que la saison avance. Par ailleurs, il protège agressivement son territoire et sa nichée contre les intrus.

Nidification et alimentation

Peu après l'arrivée de la femelle, les deux membres du couple s'affairent à la construction du nid. Celui-ci est constitué de brindilles, d'herbes, d'écorces et de feuilles mortes. Il est situé soit sur le sol, soit dans des buissons ou de petits arbres, mais généralement à moins de trois mètres du sol.

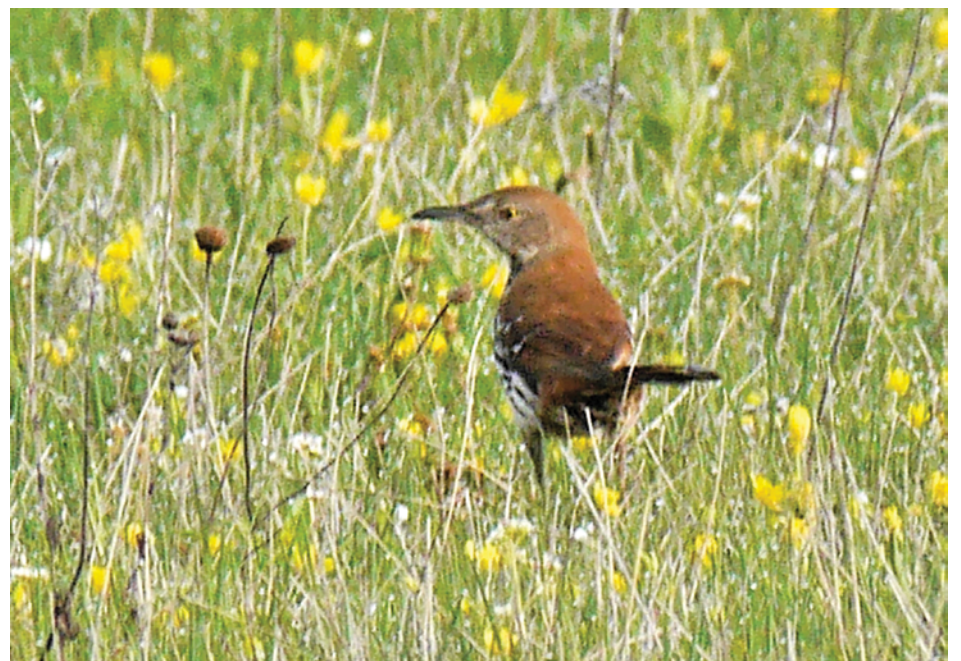
La femelle y pond quatre ou cinq œufs qu'elle couve une douzaine de jours. Après l'éclosion des poussins, tant le mâle que la femelle en assurent les soins. Leur séjour au nid dure une autre douzaine de jours et ils demeurent dépendants de leurs parents pour encore quelques jours après avoir quitté le nid.

Le régime alimentaire du Moqueur roux est varié; insectes, petits fruits et graines s'y retrouvent selon la disponibilité et la saison. On le voit souvent gratter le sol avec ses pattes pour y débusquer sa pitance cachée sous les feuilles ou les herbes.

Territoire et migration

Le Moqueur roux niche dans un vaste territoire allant, d'est en ouest, des provinces maritimes au sud du Québec, de l'Ontario et des provinces des Prairies, jusqu'au pied des Rocheuses. La limite sud de ce territoire est tracée de la Floride jusqu'au nord-est du Texas. Il est absent à l'ouest des Rocheuses.

Au Québec, il est surtout présent dans la partie sud de la vallée du Saint-Laurent, le long de l'Outaouais et dans les basses Laurentides. Quelques mentions ont été



Le Moqueur roux. Photo : Jean Poitras

faites en Gaspésie, au Lac-Saint-Jean et sur la Côte-Nord.

On le voit régulièrement dans le Grand Montréal, et pour ce qui est de l'arrondissement d'Achims-Cartierville, il est observé, surtout au printemps, aux parcs naturels de l'Île-de-la-Visitation, du Bois-de-Saraguay et du Bois-de-Liesse, et aussi parfois en d'autres endroits, comme à l'île Perry et au parc Nicolas-Viel.

Comme dit plus haut, il arrive dans notre région au début du mois de mai et nous quitte en septembre pour prendre ses quartiers d'hiver au sud des États-Unis.

D'après la deuxième édition de l'Atlas des oiseaux nicheurs du Québec méridional (2019), le Moqueur roux est classé comme un nicheur migrateur peu commun dont l'aire est stable et dont les effectifs seraient possiblement en diminution.

**SOUTIEN
ALZHEIMER**

**Pour les
proches aidants**
d'une personne atteinte
de la maladie d'Alzheimer.

*Laissez-nous vous écouter,
vous comprendrez, informer
et vous guider.*

RENCONTRE INDIVIDUELLE ET FAMILIALE
COMPRÉHENSION, TRUCS AU QUOTIDIEN...
ÉVALUATION PSYCHOSOCIALE
PARTENAIRES DE DOMAINES VARIÉS

514.508.7654
1.855.508.7654
www.soutienalzheimer.com

Cherche et trouve automnal



Lucie Pilote

Chroniqueuse

En pédalant sur un tandem par une belle journée d'automne, mon amie Lucie me pose une question en voyant les arbres changer de couleur : « Peux-tu identifier les différentes essences d'arbre que l'on voit dans notre quartier ? »

Premièrement, deux Lucie sur un tandem, ce n'est pas banal ! Deuxièmement, le défi proposé ne l'est pas non plus ! J'ai admis mes piètres connaissances de la forêt urbaine d'Achuntsic-Cartierville.

À la bibliothèque, en consultant des documents, j'ai appris que l'on comptait plus de 300 essences d'arbre

différentes à Montréal. Suite à ces lectures, j'ai dessiné une illustration de type « cherche et trouve » pour amuser mon amie Lucie.

Comme elle, tu peux retrouver les feuilles de la colonne de droite camouflées dans le dessin. J'ai aussi caché les objets suivants : un trognon de pomme, des champignons, une citrouille, un

balai à feuilles, une bicyclette et des fleurs de tournesol.

Nommer six essences d'arbre, c'est peu. Mais c'est un début. Par la suite, en te baladant dans le quartier, tu pourras toi aussi tenter d'en reconnaître.

À la prochaine ! **Lucie**





**BOIS-DE
BOULOGNE**



**CITÉ
RIVE**

RÉSIDENCES PRIVÉES POUR RETRAITÉS

Portes ouvertes

**Dimanche 26 octobre
de 10 h à 15 h**

Découvrez l'ambiance de
la résidence et obtenez
les réponses à vos questions!



**Cet hiver,
ayez
l'esprit
tranquille!**



Rangerez vos pelles et
laissez-nous cuisiner pour vous!



Ayez plus de temps
pour vous divertir



Soyez plus entouré
en cas de besoin

Au plaisir de vous rencontrer !

**Promotions
disponibles,
informez-vous!**

BOIS-DE-BOULOGNE

10 005, avenue Bois-de-Boulogne, Montréal
514 745-3414 | ResidenceBoisDeBoulogne.ca

CITÉ RIVE

7095, boul. Gouin Est, Montréal
514 329-7000 p. 7777 | CiteRive.ca

cogir
RÉSIDENCES

Christine Gauthier, votre choix #1 à Ahuntsic depuis 25 ans



1+1 2
8584 Av. André-Grasset

1 1
10109 Grande Allée

2 1
8084 Rue St-Hubert #105

3 1
575 Rue Gounod

4+1 2+1
12335 Place de la Capricieuse



2 2
10600 Av. du Bois-de-Boulogne #207

0 1
10730 Av. Christophe-Colomb #204

2 1
12000 Rue Poincaré #33

4 3+1
9815 Av. Péroquin

3 2
10165 Rue de Lille

AVIS DE RECHERCHE

Suite à un été en feu de notre côté, on a besoin de propriétés pour nos nombreux acheteurs !
Contactez-nous pour savoir combien nos acheteurs pourraient vous offrir.



**CHRISTINE
GAUTHIER**
IMMOBILIER

Christine Gauthier inc. Société par action d'un courtier immobilier. Christine Gauthier Immobilier, agence immobilière.

514 570-4444
christinegauthier.com

